

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1015

17 avril 2015

### SOMMAIRE

Andromeda Investments S.à r.l. ....	48677	Perseus Real Estate Investment S.à r.l. ...	48679
Bazar S.A. ....	48674	Philomelos S.à r.l. ....	48680
BGP Company S.A. ....	48674	PHM Topco 26 S.à r.l. ....	48695
BG Sicav ....	48674	Pierangeli S.A. ....	48679
Bienvenue International S.A. ....	48674	Pinxton S.A. ....	48680
BNY Mellon Compass Fund ....	48681	Platinum Realty ....	48682
By Kadrance Investment Advisor (Lux) S.à r.l. ....	48678	Private Equity Capital Germany (GP) S.à r.l. ....	48679
C.AAA Invest S.A. ....	48675	Quay Street Manchester Real Estate S.à r.l. .....	48678
Carrier Refrigeration ECR Holding Luxem- bourg ....	48675	Regius Group ....	48720
CFT Forever S.A. ....	48681	SAMGD ....	48677
Clermon Holding Company S.A. ....	48695	Sàrl de l'Alzette ....	48682
Compostilla Re S.A. ....	48720	SEB Fund Services S.A. ....	48676
Evolia ....	48683	SE. Finance S.à r.l. ....	48676
EVOLIA Developments ....	48693	ShelteR Invest ....	48704
Global Bond Series III, S.A. ....	48681	SHG SH Properties 1 S.à r.l. SPF ....	48676
Luxembourg Investment Company 50 S.à r.l. ....	48699	Silverstreet Private Equity Strategies M Soparfi ....	48678
Luxstore S.A. ....	48696	Sof-10 Starlight 10 GBP s.à r.l. ....	48675
Mediagenf S.à r.l. ....	48719	SOF-10 Starlight 13 GBP S.à r.l. ....	48677
OSCAR Lux AcquiholdCo S.à r.l. ....	48678	Surrey Europe S.à r.l. ....	48678
Patron Jupiter Holdings S.à r.l. ....	48680	Taomina S.A. SPF ....	48720
Patron Lepo II S.à r.l. ....	48680	The Malaspinian Fund SCA SICAV-FIS ...	48694
Patron Lepo IX S. à r. l. ....	48679	Tiburón Investments S.à r.l. ....	48676

**Bazar S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2610 Luxembourg, 122, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 105.977.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015038438/10.

(150043617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**BGP Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2342 Luxembourg, 42, rue Raymond Poincaré.

R.C.S. Luxembourg B 129.017.

Je vous prie de bien vouloir accepter ma démission avec effet immédiat de la fonction d'administrateur au sein de votre société.

Florange, le 20 janvier 2015.

Monsieur Geoffrey KORZEC.

Référence de publication: 2015038442/10.

(150043845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**Bienvenue International S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 175.217.

- Monterey Audit Sàrl, agent domiciliataire, dénonce le siège social de la société

Bienvenue International S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 175.217.

et domiciliée au 29, Avenue Monterey L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 3 mars 2015.

Philippe GAIN

Gérant

Référence de publication: 2015038444/13.

(150043796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**BG Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 115.297.

*Extrait d'une résolution circulaire du conseil d'administration de la Société du 12 février 2015:*

Il résulte de ladite résolution que:

- la démission de Monsieur Mario Andrea BECCARIA, membre du conseil d'administration de la Société, avec effet au 2 février 2015, a été acceptée;

- Madame Claudia VACANTI a été nommée président du conseil d'administration de la Société;

- Madame Barbara MALAGUTTI, Head of Marketing de Banca Generali S.p.A., avec adresse professionnelle à Via Machiavelli 4, I-34132 Trieste, Italie, a été cooptée en tant qu'administrateur et vice-président du conseil d'administration de la Société avec effet au 12 février 2015. Sa nomination définitive sera ratifiée lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mars 2015.

Pour extrait conforme

Alex SCHMITT

Mandataire

Référence de publication: 2015038441/21.

(150043455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**C.AAA Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 129.537.

---

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

Par jugement rendu en date du 5 février 2015, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de la liquidation de la société anonyme C.AAA INVEST SA (R.C.S. N° B 129537), dont le siège social à L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été dénoncé en date du 27 avril 2010.

Pour extrait conforme  
Me Régua AMIALI  
*Le liquidateur*  
48-52, rue du Canal  
L-4050 Esch-sur-Alzette

Référence de publication: 2015038461/17.

(150043948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**Carrier Refrigeration ECR Holding Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 96.332.400,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 142.573.

---

**EXTRAIT**

Il résulte des résolutions des associés de la Société du 26 février 2015 que:

1. La démission de Monsieur Patrick Moinet, avec effet au 6 février 2015, de son poste de son gérant de classe B de la Société, a été acceptée.

2. Madame Caroline Goergen, née le 9 juin 1979 à Verviers, Belgique, demeurant professionnellement au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a été nommée en tant que gérant de classe B de la Société, avec effet au 6 février 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 6 mars 2015.

Référence de publication: 2015038464/18.

(150043461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**Sof-10 Starlight 10 GBP s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 13.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 188.553.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales prenant effet en date du 5 mars 2015 que la société SOF-10 Starlight 7 GBP S.à r.l. dont le siège social se situe 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a cédé toutes les parts sociales qu'elle détenait dans la Société, soit:

- 500 (cinq cents) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de GBP 26 (vingt-six GBP) chacune à la société Lux 48 Starlight GBP S.à r.l. dont le siège social se situe 4, rue Dicks L-1417 Luxembourg, enregistrée au Luxembourg sous le numéro B 191 661.

Les détenteurs de parts sociales sont désormais les suivants:

- Lux 48 Starlight GBP S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Thierry Drinka  
*Gérant*

Référence de publication: 2015038881/19.

(150043749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**SE. Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 96.772.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015038864/9.

(150044144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**Tiburon Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1651 Luxembourg, 11, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 171.650.

Les comptes annuels au 31/03/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2015038896/11.

(150043924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**SHG SH Properties 1 S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.**

R.C.S. Luxembourg B 172.653.

- Nous vous informons que nous avons pris la décision de résilier la convention de domiciliation signée en date du 6 novembre 2012, avec la société SHG SH Properties 1 S.à r.l. S P F (RCS Luxembourg n° B172653), 412F, route d'Esch / L-1471 Luxembourg et ceci avec un effet immédiat.

Fait à Luxembourg, le 6 Mars 2015.

Certifié sincère et conforme

R.TSHILUMBA / F.GARDEUR

*Assistant-Manager / Senior Manager*

Référence de publication: 2015038872/14.

(150043479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**SEB Fund Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 44.726.

Monsieur Peter Kubicki a démissionné de son mandat d'administrateur avec effet au 2 mars 2015.

Le Conseil d'Administration a coopté avec effet au 2 mars 2015 Madame Erika Lundquist en tant que nouvel administrateur en remplacement de Monsieur Peter Kubicki. La nomination de Madame Lundquist sera ratifiée au cours de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

De ce fait le conseil d'administration de la Société se compose comme suit à partir du 2 mars 2015:

- Monsieur Gustaf Unger avec adresse professionnelle à S-106 40 Stockholm, Kungsträdsgårdsgatan 8, président du conseil d'administration;

- Monsieur Ralf Ferner avec adresse professionnelle à L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen;

- Monsieur Magnus Wallberg avec adresse professionnelle à L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen;

- Madame Erika Lundquist avec adresse professionnelle à L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen

- Monsieur Jonas Lindgren avec adresse professionnelle à S-106 40 Stockholm, Kungsträdsgårdsgatan 8;

- Monsieur Göran Fors avec adresse professionnelle à S-106 40 Stockholm, Sergels Torg 2

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015038867/20.

(150044045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**SAMGD, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 164.350.

—  
*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 6 mars 2015*

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire Messieurs Philippe DENEFF, Vincent PLANCHE et Madame Anne-Marie GOFFINET, en qualité d'administrateurs pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016,
2. de réélire KPMG Luxembourg S.à.r.l., en qualité de Réviseur d'Entreprises pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016.

Luxembourg, le 09 mars 2015.

*Pour SAMGD*

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

*Agent Domiciliaire*

Référence de publication: 2015038858/17.

(150044153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**Andromeda Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 13.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 179.839.

—  
**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

La liquidation de la société Andromeda Investments S.à r.l., décidée par acte du notaire Maître Cosita Del vaux en date du 10 novembre 2014, a été clôturée lors de l'assemblée générale extraordinaire sous seing privé tenue en date du 18 décembre 2014.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social de Theatre Directorship Services Alpha S.à r.l. situé au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 mars 2015.

*Signature*

*Le mandataire*

Référence de publication: 2015038369/18.

(150043543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**SOF-10 Starlight 13 GBP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 13.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 191.258.

—  
Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales prenant effet en date du 5 mars 2015 que la société SOF-10 Starlight 7 GBP S.à r.l. dont le siège social se situe 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a cédé toutes les parts sociales qu'elle détenait dans la Société, soit:

- 500 (cinq cents) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de GBP 26 (vingt-six GBP) chacune à la société Lux 48 Starlight GBP S.à r.l. dont le siège social se situe 4, rue Dicks L-1417 Luxembourg, enregistrée au Luxembourg sous le numéro B 191 661.

Les détenteurs de parts sociales sont désormais les suivants:

- Lux 48 Starlight GBP S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Thierry Drinka

*Gérant*

Référence de publication: 2015038884/19.

(150043746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**Surrey Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 117.488.

Les statuts coordonnés au 23 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015038207/9.

(150042546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2015.

---

**OSCAR Lux AcquiholdCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 177.393.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015039309/9.

(150044810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**Quay Street Manchester Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 194.146.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 5 mars 2015.

Référence de publication: 2015038151/10.

(150042751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2015.

---

**By Kadrance Investment Advisor (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1480 Luxembourg, 4, boulevard Paul Eyschen.

R.C.S. Luxembourg B 184.113.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BY KADRANCE INVESTMENT ADVISOR S.A.R.L.

Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2015038460/12.

(150043565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**Silverstreet Private Equity Strategies M Soparfi, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 187.859.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mars 2015.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2015038195/14.

(150043129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2015.

---

**Patron Lepo IX S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 124.578.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015039323/10.

(150044596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**Pierangeli S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 65.590.

La convention de Domiciliation concernant la société PIERANGELI S.A. ayant son siège social au 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg a été dénoncée avec effet en date du 18/02/2015 par la société Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015039325/11.

(150044317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**Perseus Real Estate Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 541.000,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 127.199.

*Auszug aus dem Beschluss der Hauptversammlung Abgehalten am 26. Februar 2015*

*Rechnungskommissar*

Die Hauptversammlung hat beschlossen mit sofortiger Wirkung, das Mandat der Gesellschaft PricewaterhouseCoopers, mit Gesellschaftssitz in 2 rue Gerhard Mercator L-2182 Luxembourg, im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B65.477 eingetragen, als genehmigter externer Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft (réviseur d'entreprises agréé) zu erneuern.

Das Mandat des genehmigten externen Wirtschaftsprüfers endet anlässlich der Jahreshauptversammlung vom 2021, welche über das Geschäftsergebnis des Geschäftsjahres endend zum 31. Dezember per 2020 beschließt.

Référence de publication: 2015039331/16.

(150044272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**Private Equity Capital Germany (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1748 Senningerberg, 6, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 116.837.

Le Conseil de Gérance de la Société a pris acte de la démission de Monsieur Steve David de sa fonction de membre du Conseil de Gérance avec effet au 11 février 2015;

En remplacement de Monsieur Steve David, démissionnaire, le Conseil de Gérance a décidé la cooptation de Monsieur Olivier Noel, né à Namur le 20 février 1978, demeurant professionnellement 6, rue Lou Hemmer à L-1748 Senningerberg, en tant que membre du Conseil de Gérance de la Société, avec effet au 11 février 2015 et jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année comptable se terminant le 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 11 février 2015.

*Pour le compte de Private Equity Capital Germany (GP) S.à.r.l.*

Northern Trust Luxembourg Management Company S.A.

Référence de publication: 2015039329/17.

(150044813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**Patron Lepo II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 123.339.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015039322/10.

(150044597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**Patron Jupiter Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 156.724.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015039320/10.

(150044598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**Pinxton S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8308 Luxembourg, 89B, rue Pafebruch.  
R.C.S. Luxembourg B 56.270.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 10 mars 2015.

*Pour la société  
Un mandataire*

Référence de publication: 2015039334/12.

(150044960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**Philomelos S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 186.364.

La société Philomelos S.à r.l. tient à informer le Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg que l'adresse des actionnaires

- Fifth Cinven Fund (No.1) Limited Partnership
- Fifth Cinven Fund (No.2) Limited Partnership
- Fifth Cinven Fund (No.3) Limited Partnership
- Fifth Cinven Fund (No.4) Limited Partnership
- Fifth Cinven Fund (No.5) Limited Partnership
- Fifth Cinven Fund (No.6) Limited Partnership

est:

P.O. Box 656 East Wing, Trafalgar Court Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3PP.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> février 2015.

Philomelos S.à r.l.  
Signature

Référence de publication: 2015039324/22.

(150044323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---



**Global Bond Series III, S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 156.187.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mars 2015.

TMF Luxembourg S.A.

Signature

*Domiciliataire*

Référence de publication: 2015037861/13.

(150043010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2015.

---

**CFT Forever S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener.  
R.C.S. Luxembourg B 175.091.

*Extrait des résolutions adoptées par le conseil d'administration en date du 30/08/2013*

Par la présente, le conseil d'administration de la société décide d'acter avec effet immédiat la nomination de Monsieur Eric Salden, né le 26 avril 1971 à Etterbeek (Belgique), et, résidant professionnellement à L-1630 Luxembourg, au 56, rue Glesener, en qualité de directeur dans le cadre de la gestion journalière de la Société CFT FOREVER S.A pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015039086/15.

(150044551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**BNY Mellon Compass Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 67.580.

*Extrait des Décisions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 mars 2015*

Composition du Conseil d'Administration:

L'Assemblée a décidé de réélire Messieurs David TURNBULL, Udo GÖBEL, Gregory BRISK, Peter RAAB, et Madame Anne DE NONANCOURT en tant qu'administrateurs de la société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année comptable se terminant le 31 octobre 2015.

Au 6 mars 2015, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur David TURNBULL (Administrateur Président)
- Monsieur Udo GÖBEL
- Monsieur Gregory BRISK
- Monsieur Peter RAAB
- Madame Anne DE NONANCOURT

L'Assemblée a décidé de réélire KPMG Luxembourg Société Coopérative, (changement d'adresse au 39, Avenue J.F Kennedy L1855 Luxembourg) en tant que réviseur d'entreprises de la société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui statuera sur l'année comptable se terminant le 31 octobre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 mars 2015.

BNY MELLON COMPASS FUND

Au nom et pour le compte de J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.

*Agent domiciliataire*

Référence de publication: 2015038453/26.

(150044039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**Platinum Realty, Société à responsabilité limitée,  
(anc. Sàrl de l'Alzette).**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 53, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 116.482.

L'an deux mille quinze, le vingt mars.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

**ONT COMPARU:**

1.- ARTEM S.A., société anonyme ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 53, Allée Scheffer, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 110.844, et

2.- ALIZEE INVESTMENT S.A., société anonyme ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 53, Allée Scheffer, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 88.987,

ici représentées par Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu de deux (2) procurations lui délivrées, lesquelles après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes.

Lesquelles comparantes ont, par leur mandataire, requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée «Sàrl de l'Alzette», avec siège social à L-1611 Luxembourg, 19, avenue de la Gare, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 116.482, a été constituée suivant acte reçu par Maître Roger ARRENSDORFF, notaire alors de résidence à Mondorf-les-Bains en date du 22 mai 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1425 du 25 juillet 2006.

Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Roger ARRENSDORFF, notaire alors de résidence à Mondorf-les-Bains en date du 16 octobre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2774 du 30 novembre 2007.

- Que le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (12.400,-EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-quatre euros (124,- EUR) chacune.

- Que les comparantes sont les seules et unique associées de ladite société et qu'elles se sont réunies en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de changer la dénomination de la Société en PLATINIUM REALTY, et de modifier en conséquence l'article 1<sup>er</sup> des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>** . La société à responsabilité limitée existe sous la dénomination de PLATINIUM REALTY»

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide de transférer l'adresse du siège social vers L-2520 Luxembourg, 53, Allée Scheffer.

*Troisième résolution*

L'assemblée générale décide d'élargir l'objet social de la Société, et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** La Société a pour objet l'achat, la vente, la transformation, la location et la mise en valeur de biens mobiliers et immobiliers pour compte propre.

La société a également pour objet toutes activités commerciales, en accord avec les dispositions de la loi du 9 juillet 2004, modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement et réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Elle pourra également effectuer toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle pourra également faire toutes les opérations mobilières et immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.»

*Quatrième résolution*

L'assemblée générale constate que l'adresse des sièges sociaux des Associés ARTEM S.A. et ALIZEE INVESTMENT S.A. ont été transférés vers L-2520 Luxembourg, 53, Allée Scheffer.

*Cinquième résolution*

L'assemblée générale décide de confirmer pour une durée indéterminée à la fonction de gérant:

Monsieur Miloud AKDIME, administrateur de sociétés, né à Thionville, le 21 novembre 1972, ayant son domicile professionnel à L-2520 Luxembourg, 53, Allée Scheffer,

*Sixième résolution*

L'assemblée générale décide de nommer pour une durée indéterminée à la fonction de gérant:

Monsieur Jamal AKDIME, administrateur de sociétés, né à Casablanca (M), le 30 mars 1960, demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 53, Allée Scheffer.

*Septième résolution*

L'assemblée générale décide de fixer le pouvoir de signature des gérants comme suit:

Vis-à-vis de tiers la Société sera valablement engagée et représentée par la signature conjointe des deux gérants.

*Evaluation des frais*

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de 900,- EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 23 mars 2015. Relation GAC/2015/2380. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015045387/81.

(150051741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2015.

**Evolia, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 500.000,00.**

Siège social: L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 196.075.

—  
STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-six mars,

par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée,  
se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit belge «EVOLIA», ayant son siège social à 1000 Bruxelles, rue Ducale 51, inscrite au Registre de Commerce de Bruxelles sous le numéro 0824.881.367, constituée sous la dénomination de «BECOWOOD» suivant acte reçu par Maître Luc HERTECANT, notaire alors de résidence à Huldenberg (Neerijse) en date du 2 avril 2010, publié aux annexes du Moniteur Belge, numéro 20100422-58560, du 22 avril 2010, (ci-après dénommée la «Société»).

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Eric VAN DEN ABBEELE, docteur en médecine, demeurant à L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Laurence VAN DEN ABBEELE, ingénieur, demeurant à B-3080 TER-VUREN, 38, Sneppenlaan.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Véronique BLOMME, pharmacienne, demeurant à L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que toutes les cinq mille (5.000) actions émises dans la Société, représentant l'intégralité du capital social de cinq cent mille euros (EUR 500.000,-) sont présentes à la présente assemblée.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires présents, des membres du bureau et du notaire instrumentaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que tous les actionnaires présents déclarent renoncer à toutes formalités concernant la convocation de l'assemblée générale et déclarent avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour de la présente assemblée, ainsi que du texte des nouveaux statuts suivant le transfert du siège social de la Société à Luxembourg, y compris et en particulier du texte exact de l'objet social de la Société après ledit transfert du siège social, et qu'en conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur tous les points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit.

III.- Que l'assemblée générale des actionnaires prend acte de ce que les documents suivants ont été soumis à l'assemblée générale:

- un extrait récent en date du 9 mars 2015 de la Banque Carrefour des Entreprises, (Belgique), certifiant que la Société a été dûment enregistrée, existe toujours et n'est pas en voie de liquidation, (annexe 1);

- une copie de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue par-devant Maître Tim CARNEWAL, notaire associé à Bruxelles, (Belgique), en date du 12 mars 2015, conformément à la loi belge, décidant du transfert de la Société à Luxembourg, (annexe 2);

- une copie des comptes de la Société clos au 31 décembre 2014 approuvés et de la situation comptable intérimaire arrêtée au 10 mars 2015 (annexe 3).

Lesdits documents, signés «ne varietur», resteront annexés au présent acte.

IV.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1) Confirmation et ratification des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société tenue à Bruxelles (Belgique) le 12 mars 2015, décidant de transférer le siège social statutaire, l'administration centrale et la direction effective de la Société, de Bruxelles (Belgique) à Greisch (commune de Septfontaines, Grand-Duché de Luxembourg), avec effet au 12 mars 2015, conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise et aux règles concernant le statut de la personnalité juridique, maintenue sans rupture.

2) Décision d'adopter pour l'objet social la teneur suivante:

«La société a pour objet, peu importe la localisation, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, de toute manière et suivant les modalités qui lui paraîtraient les mieux appropriées, pour son compte ou pour le compte d'autrui, suivant l'obtention des approbations, licences ou autorisations nécessaires ou obligatoires et dans les limites prescrites par la loi:

1. L'octroi de conseils, d'assistance, de gestion, d'administration, de surveillance et de direction aux sociétés, entreprises, personnes privées et institutions, principalement mais pas exclusivement dans le domaine du management, du marketing, de la production et du développement, du traitement et de l'administration de toute autre société et entreprise de quelque nature qu'elles soient, et ceci, dans le sens le plus large.

Egalement la fourniture d'avis, la réalisation d'études, la préparation et la mise en oeuvre de systèmes d'organisation, l'implémentation de systèmes de traitement de données, de systèmes informatiques, logiciels ou sites web et toutes techniques relatives à la gestion technique, administrative, économique et générale des entreprises et ceci, dans le sens le plus large.

2. La société peut elle-même ou en qualité d'intermédiaire procurer tous les moyens, endosser ou faire endosser des fonctions d'administrateurs ou de gérance et fournir des services qui sont directement ou indirectement liés à ce qui précède. Ces services peuvent être fournis en vertu d'une nomination contractuelle ou statutaire et en qualité de conseiller externe ou organe du client.

3. La constitution, le développement, et la gestion d'un patrimoine immobilier; toutes les opérations relatives aux biens immobiliers et aux droits immobiliers tels que l'achat et la vente, la commercialisation, la représentation, la fourniture de service, la construction, la rénovation, la réparation, l'aménagement et la décoration d'intérieur, la location, la sous-location, ou la prise en location, avec ou sans option d'achat, le leasing, en exploitation directe ou en régie, l'entretien de maisons, appartements, surfaces commerciales, magasins, terrains, terrains agricoles, bois, domaines, l'échange, le lotissement, la promotion et, en général, toutes les opérations qui sont liées directement ou indirectement à la gestion ou à l'exploitation de biens immobiliers ou de droits réels immobiliers, pour son compte propre ou pour compte de tiers, y inclus toutes opérations financières.

4. La constitution, le développement, et la gestion d'un patrimoine mobilier; toutes les opérations relatives à des biens et des droits mobiliers, de quelque nature que ce soit, tels que l'achat et la vente, la location, le leasing, la mise à disposition, la prise en location, avec ou sans option d'achat, la commercialisation, la représentation, la fourniture de service, la prise de participation, l'inscription, la prise d'option, l'échange, en particulier la gestion et la valorisation, ou par tout autre moyen de tous biens négociables, parts sociales, actions, obligations, valeurs, titres et fonds d'Etat.

5. La société pourra fournir des services et des conseils relevant au secteur de finance et de placement en valeurs mobilières.

6. Le développement, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous octrois, marques, licences et droits intellectuels, bases de données, au sens le plus large.

7. L'acquisition, la prise ferme des participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes les sociétés ou compagnies existantes ou à constituer, industrielles, commerciales, financières, agricoles ou immobilières; La stimulation, le planning et la coordination du développement des sociétés et compagnies dans lesquelles elle détient une participation; La participation à l'administration, le management, la liquidation et le contrôle ainsi que accorder de l'assistance technique, administrative et financière à ces sociétés et compagnies, et ceci, dans le sens le plus large.

8. La société peut acquérir tout intérêt par association ou apport de capitaux, fusion, souscription, participation, intervention financière ou autrement dans n'importe quelle société, entreprise et opération ayant un objet similaire, lié ou contribuant à la réalisation de son propre objet.

9. L'achat, la vente, la fabrication, le développement, la commercialisation, la distribution, la promotion la représentation, l'importation, l'exportation, l'agence, le courtage, la commission, la consignation, l'exploitation et en général toutes activités commerciales relatives aux objets d'art, collections, antiquités, peintures, meubles, dessins, objets de décoration et tout autre bien mobilier, matériel ou immatériel, nécessaire à leur valorisation et, ce, au sens le plus large. L'exploitation de galerie, l'édition de livres, magazines, brochures et autres publications, l'organisation d'événements, d'expositions, de cours, séminaires, trainings et activités similaires, la vente d'espaces publicitaires physiques ou virtuels.

10. L'achat, la vente, la fabrication, le développement, la commercialisation, la distribution, la promotion, la représentation, l'importation, l'exportation, l'agence, le courtage, la commission, la consignation, l'exploitation et en général toutes activités commerciales relatives aux produits, matériels, outillages, machines, installations, entre autres, des secteurs chimiques, pharmaceutiques, médicaux, paramédicaux et vétérinaires, alimentaires, de soins d'hygiène et de beauté, textiles, mobiliers, accessoires, objets décoratifs et d'aménagements intérieurs, électriques et électroniques, des porteurs de l'information et de la communication, de toutes sortes et de tous autres produits du même ordre présents et futurs; le commerce de plantes médicinales, de produits de droguerie, de parfumerie, de beauté, de toilette, de laboratoires, de bandagisterie, orthopédiques, diététiques, d'optique, de vision, auditifs, ménagers et de produits ou services afférents, la présente énumération étant exemplative et non limitative et devant être interprétée au sens le plus large.

11. Toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la gestion d'une ou plusieurs officines pharmaceutiques et leurs dépendances tels que laboratoires, magasins, dépôts et caetera, la pratique des analyses industrielles et cliniques, les recherches et les analyses au sens le plus large du mot, Les recherches cliniques biologiques, toute activité commerciale se rapportant à l'hygiène publique, tous services, plus spécifiquement dans le secteur de la santé au sens le plus large du terme.

12. Leasing, location et mise à disposition de toute sorte de biens mobiliers.

13. L'organisation de la récolte, la production, l'exploitation et la commercialisation de la biomasse ou d'énergie verte.

14. La société peut organiser toute activité de transport, collecte et service de livraisons au sens le plus large, pour ses propres activités ou pour un tiers.

15. La société peut agir dans le domaine de la recherche et de l'innovation au sens le plus large, y-compris la recherche scientifique et technologique.

16. La société peut agir dans le domaine de l'emballage, de l'embouteillage, de l'étiquetage, de l'impression et de la stérilisation d'objets et de matériel au sens le plus large.

La société peut, dans le cadre de son activité, en garantie de ses propres engagements aussi bien que pour compte de tiers, personnes morales ou personnes physiques, y compris au profit de ses associés, se porter caution entre autres en donnant ses biens immobiliers en hypothèque ou en nantissement ou gage, y compris son propre fonds de commerce, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut d'une façon générale accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter la réalisation et avoir un ou des établissements commerciaux ouverts au public.

A cet effet, la société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.»

3) Adoption de la forme juridique d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, sans toutefois modifier la répartition actuelle du capital ni les droits ou obligations des actionnaires existants, changement de la dénomination de la Société en «EVOLIA», fixation de l'exercice social et de la durée de la Société.

4) Confirmation du capital social de la Société désormais de nationalité luxembourgeoise s'élevant à cinq cent mille euros (EUR 500.000,-) représenté par cinq mille (5.000) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, réparties comme suit:

la société «VELIA» . . . . .	4.300 parts sociales
M. Eric VAN DEN ABEELE . . . . .	450 parts sociales
Mme Véronique BLOMME . . . . .	250 parts sociales.

5) Approbation du bilan et de la situation patrimoniale d'ouverture de la Société devenue luxembourgeoise, tous les actifs et tous les passifs de la Société auparavant de nationalité belge, tout compris et rien excepté, restant la propriété de la société luxembourgeoise qui continue à détenir tous les actifs et à assumer tout le passif et tous les engagements de la Société auparavant de nationalité belge.

6) Adaptation des statuts de la Société pour les conformer au droit luxembourgeois et dispositions transitoires.

7) Nomination de gérants de la Société et fixation de la durée de leurs mandats.

8) Confirmation de l'établissement du siège social de la Société à Luxembourg à l'adresse suivante: L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss.

9) Divers.

V.- Qu'ainsi qu'il ressort de la résolution des actionnaires ci-dessus du 12 mars 2015, l'assemblée générale des actionnaires a déjà décidé de transférer la Société à Luxembourg, la présente assemblée générale étant appelée à voter et se prononcer une seconde fois sur le transfert de la Société de la Belgique au Grand-Duché de Luxembourg et à authentifier ladite résolution conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise.

Le Président rappelle que le soin a également été confié à la présente assemblée générale des actionnaires d'effectuer les modifications de l'objet social de la Société et de sa forme sociétaire pour adopter la forme d'une société à responsabilité limitée, fixer son siège social, ainsi que les autres modifications mentionnées ci-dessus et celles exigées aux fins de mettre les Statuts en conformité avec les exigences luxembourgeoises légales, de même que l'élection des premiers gérants de la Société.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, aborde les points précités de l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée décide de confirmer et de ratifier les résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société tenue à Bruxelles (Belgique) le 12 mars 2015, décidant, entre autres, de transférer le siège social statutaire, l'administration centrale et la direction effective de la Société belge, de Bruxelles (Belgique) à Greisch, dans la commune de Sept-fontaines (Grand-Duché de Luxembourg), avec effet au 12 mars 2015, conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise et aux règles concernant le statut de la personnalité juridique de la Société, maintenue sans rupture et sans création d'une nouvelle personne morale.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée décide d'adopter pour l'objet social la teneur suivante:

«La société a pour objet, peu importe la localisation, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, de toute manière et suivant les modalités qui lui paraîtraient les mieux appropriées, pour son compte ou pour le compte d'autrui, suivant l'obtention des approbations, licences ou autorisations nécessaires ou obligatoires et dans les limites prescrites par la loi:

1. L'octroi de conseils, d'assistance, de gestion, d'administration, de surveillance et de direction aux sociétés, entreprises, personnes privées et institutions, principalement mais pas exclusivement dans le domaine du management, du marketing, de la production et du développement, du traitement et de l'administration de toute autre société et entreprise de quelque nature qu'elles soient, et ceci, dans le sens le plus large.

Egalement la fourniture d'avis, la réalisation d'études, la préparation et la mise en oeuvre de systèmes d'organisation, l'implémentation de systèmes de traitement de données, de systèmes informatiques, logiciels ou sites web et toutes techniques relatives à la gestion technique, administrative, économique et générale des entreprises et ceci, dans le sens le plus large.

2. La société peut elle-même ou en qualité d'intermédiaire procurer tous les moyens, endosser ou faire endosser des fonctions d'administrateurs ou de gérance et fournir des services qui sont directement ou indirectement liés à ce qui précède. Ces services peuvent être fournis en vertu d'une nomination contractuelle ou statutaire et en qualité de conseiller externe ou organe du client.

3. La constitution, le développement, et la gestion d'un patrimoine immobilier; toutes les opérations relatives aux biens immobiliers et aux droits immobiliers tels que l'achat et la vente, la commercialisation, la représentation, la fourniture de service, la construction, la rénovation, la réparation, l'aménagement et la décoration d'intérieur, la location, la sous-location, ou la prise en location, avec ou sans option d'achat, le leasing, en exploitation directe ou en régie, l'entretien de maisons, appartements, surfaces commerciales, magasins, terrains, terrains agricoles, bois, domaines, l'échange, le lotis-

sement, la promotion et, en général, toutes les opérations qui sont liées directement ou indirectement à la gestion ou à l'exploitation de biens immobiliers ou de droits réels immobiliers, pour son compte propre ou pour compte de tiers, y inclus toutes opérations financières.

4. La constitution, le développement, et la gestion d'un patrimoine mobilier; toutes les opérations relatives à des biens et des droits mobiliers, de quelque nature que ce soit, tels que l'achat et la vente, la location, le leasing, la mise à disposition, la prise en location, avec ou sans option d'achat, la commercialisation, la représentation, la fourniture de service, la prise de participation, l'inscription, la prise d'option, l'échange, en particulier la gestion et la valorisation, ou par tout autre moyen de tous biens négociables, parts sociales, actions, obligations, valeurs, titres et fonds d'Etat.

5. La société pourra fournir des services et des conseils relevant au secteur de finance et de placement en valeurs mobilières.

6. Le développement, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous octrois, marques, licences et droits intellectuels, bases de données, au sens le plus large.

7. L'acquisition, la prise ferme des participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes les sociétés ou compagnies existantes ou à constituer, industrielles, commerciales, financières, agricoles ou immobilières; la stimulation, le planning et la coordination du développement des sociétés et compagnies dans lesquelles elle détient une participation; la participation à l'administration, le management, la liquidation et le contrôle ainsi que accorder de l'assistance technique, administrative et financière à ces sociétés et compagnies, et ceci, dans le sens le plus large.

8. La société peut acquérir tout intérêt par association ou apport de capitaux, fusion, souscription, participation, intervention financière ou autrement dans n'importe quelle société, entreprise et opération ayant un objet similaire, lié ou contribuant à la réalisation de son propre objet.

9. L'achat, la vente, la fabrication, le développement, la commercialisation, la distribution, la promotion la représentation, l'importation, l'exportation, l'agence, le courtage, la commission, la consignation, l'exploitation et en général toutes activités commerciales relatives aux objets d'art, collections, antiquités, peintures, meubles, dessins, objets de décoration et tout autre bien mobilier, matériel ou immatériel, nécessaire à leur valorisation et, ce, au sens le plus large. L'exploitation de galerie, l'édition de livres, magazines, brochures et autres publications, l'organisation d'événements, d'expositions, de cours, séminaires, trainings et activités similaires, la vente d'espaces publicitaires physiques ou virtuels.

10. L'achat, la vente, la fabrication, le développement, la commercialisation, la distribution, la promotion, la représentation, l'importation, l'exportation, l'agence, le courtage, la commission, la consignation, l'exploitation et en général toutes activités commerciales relatives aux produits, matériels, outillages, machines, installations, entre autres, des secteurs chimiques, pharmaceutiques, médicaux, paramédicaux et vétérinaires, alimentaires, de soins d'hygiène et de beauté, textiles, mobiliers, accessoires, objets décoratifs et d'aménagements intérieurs, électriques et électroniques, des porteurs de l'information et de la communication, de toutes sortes et de tous autres produits du même ordre présents et futurs; le commerce de plantes médicinales, de produits de droguerie, de parfumerie, de beauté, de toilette, de laboratoires, de bandagisterie, orthopédiques, diététiques, d'optique, de vision, auditifs, ménagers et de produits ou services afférents, la présente énumération étant exemplative et non limitative et devant être interprétée au sens le plus large.

11. Toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la gestion d'une ou plusieurs officines pharmaceutiques et leurs dépendances tels que laboratoires, magasins, dépôts et caetera, la pratique des analyses industrielles et cliniques, les recherches et les analyses au sens le plus large du mot, Les recherches cliniques biologiques, toute activité commerciale se rapportant à l'hygiène publique, tous services, plus spécifiquement dans le secteur de la santé au sens le plus large du terme.

12. Leasing, location et mise à disposition de toute sorte de biens mobiliers.

13. L'organisation de la récolte, la production, l'exploitation et la commercialisation de la biomasse ou d'énergie verte.

14. La société peut organiser toute activité de transport, collecte et service de livraisons au sens le plus large, pour ses propres activités ou pour un tiers.

15. La société peut agir dans le domaine de la recherche et de l'innovation au sens le plus large, y-compris la recherche scientifique et technologique.

16. La société peut agir dans le domaine de l'emballage, de l'embouteillage, de l'étiquetage, de l'impression et de la stérilisation d'objets et de matériel au sens le plus large.

La société peut, dans le cadre de son activité, en garantie de ses propres engagements aussi bien que pour compte de tiers, personnes morales ou personnes physiques, y compris au profit de ses associés, se porter caution entre autres en donnant ses biens immobiliers en hypothèque ou en nantissement ou gage, y compris son propre fonds de commerce, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut d'une façon générale accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter la réalisation et avoir un ou des établissements commerciaux ouverts au public.

A cet effet, la société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.»

#### *Troisième résolution*

L'assemblée décide que la Société existera au Grand-Duché de Luxembourg (i) sous la forme d'une société à responsabilité limitée, (ii) sous la dénomination de «EVOLIA», (iii) avec un exercice social annuel débutant chaque année le premier janvier et se clôturant le trente et un décembre et (iv) pour une durée illimitée.

Le capital social de la Société, entièrement libéré, s'élève à cinq cent mille euros (EUR 500.000,-) et est représenté par cinq mille (5.000) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Il est constaté que, suite à l'adoption par la Société de la forme d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, il n'y a eu aucune modification dans la répartition du capital social, ni dans les droits ou obligations des associés existants. Dès lors, avec l'accord de tous les associés, l'assemblée confirme la répartition du capital social dans la Société, désormais de droit luxembourgeois, comme suit:

1. la société «VELIA»,  
une société privée à responsabilité limitée,  
ayant son siège social à 1000 Bruxelles, rue Ducale 51,  
numéro d'entreprise 0440.277.951 . . . . . 4.300 parts sociales,
2. Monsieur Eric VAN DEN ABBEELE,  
né à Astrida (Rwanda) le 31 mars 1957,  
demeurant à L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss . . . . . 450 parts sociales,
3. Madame Véronique BLOMME,  
née à Kortrijk (Belgique) le 1<sup>er</sup> novembre 1957,  
demeurant à L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss . . . . . 250 parts sociales.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée approuve la situation patrimoniale d'ouverture de la Société devenue luxembourgeoise, composée du bilan approuvé au 31 décembre 2014 et de la situation intérimaire comptable au 10 mars 2015, indiquant toutes les valeurs patrimoniales ainsi que toutes les rubriques du bilan de la société belge, tel qu'établi à la date du 10 mars 2015, et constate que tous les actifs et tous les passifs de la Société auparavant de nationalité belge, tout compris et rien excepté, restent dans leur totalité la propriété de la société luxembourgeoise qui continue à détenir tous les actifs ainsi qu'à assumer tout le passif et tous les engagements de la Société auparavant de nationalité belge. La société est ainsi transférée avec l'intégralité de ses actifs et passifs, sans aucune réserve, sans intervention de nouvel apport ou distribution d'aucune sorte, dans une parfaite continuité patrimoniale et juridique.

Ledit état financier, composé du bilan approuvé au 31 décembre 2014 et de la situation intérimaire comptable au 10 mars 2015, après signature "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentaire, demeurera annexé aux présentes pour être enregistré en même temps.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée décide de modifier les statuts de la Société dans la mesure nécessaire à leur adaptation à la législation luxembourgeoise, et de leur donner la teneur suivante:

### STATUTS

#### **Titre I<sup>er</sup> . Forme - Dénomination - Durée - Siège - Objet**

**Art. 1<sup>er</sup> .** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous le nom de «EVOLIA» (ci-après la «Société») qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 3.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Septfontaines.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés et en toute autre lieu de la Ville de Luxembourg en vertu d'une décision du conseil de gérance.



Il pourra être créé, par décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 4.** La société a pour objet, peu importe la localisation, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, de toute manière et suivant les modalités qui lui paraîtraient les mieux appropriées, pour son compte ou pour le compte d'autrui, suivant l'obtention des approbations, licences ou autorisations nécessaires ou obligatoires et dans les limites prescrites par la loi:

1. L'octroi de conseils, d'assistance, de gestion, d'administration, de surveillance et de direction aux sociétés, entreprises, personnes privées et institutions, principalement mais pas exclusivement dans le domaine du management, du marketing, de la production et du développement, du traitement et de l'administration de toute autre société et entreprise de quelque nature qu'elles soient, et ceci, dans le sens le plus large.

Egalement la fourniture d'avis, la réalisation d'études, la préparation et la mise en oeuvre de systèmes d'organisation, l'implémentation de systèmes de traitement de données, de systèmes informatiques, logiciels ou sites web et toutes techniques relatives à la gestion technique, administrative, économique et générale des entreprises et ceci, dans le sens le plus large.

2. La société peut elle-même ou en qualité d'intermédiaire procurer tous les moyens, endosser ou faire endosser des fonctions d'administrateurs ou de gérance et fournir des services qui sont directement ou indirectement liés à ce qui précède. Ces services peuvent être fournis en vertu d'une nomination contractuelle ou statutaire et en qualité de conseiller externe ou organe du client.

3. La constitution, le développement, et la gestion d'un patrimoine immobilier; toutes les opérations relatives aux biens immobiliers et aux droits immobiliers tels que l'achat et la vente, la commercialisation, la représentation, la fourniture de service, la construction, la rénovation, la réparation, l'aménagement et la décoration d'intérieur, la location, la sous-location, ou la prise en location, avec ou sans option d'achat, le leasing, en exploitation directe ou en régie, l'entretien de maisons, appartements, surfaces commerciales, magasins, terrains, terrains agricoles, bois, domaines, l'échange, le lotissement, la promotion et, en général, toutes les opérations qui sont liées directement ou indirectement à la gestion ou à l'exploitation de biens immobiliers ou de droits réels immobiliers, pour son compte propre ou pour compte de tiers, y inclus toutes opérations financières.

4. La constitution, le développement, et la gestion d'un patrimoine mobilier; toutes les opérations relatives à des biens et des droits mobiliers, de quelque nature que ce soit, tels que l'achat et la vente, la location, le leasing, la mise à disposition, la prise en location, avec ou sans option d'achat, la commercialisation, la représentation, la fourniture de service, la prise de participation, l'inscription, la prise d'option, l'échange, en particulier la gestion et la valorisation, ou par tout autre moyen de tous biens négociables, parts sociales, actions, obligations, valeurs, titres et fonds d'Etat.

5. La société pourra fournir des services et des conseils relevant au secteur de finance et de placement en valeurs mobilières.

6. Le développement, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous octrois, marques, licences et droits intellectuels, bases de données, au sens le plus large.

7. L'acquisition, la prise ferme des participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes les sociétés ou compagnies existantes ou à constituer, industrielles, commerciales, financières, agricoles ou immobilières; la stimulation, le planning et la coordination du développement des sociétés et compagnies dans lesquelles elle détient une participation; la participation à l'administration, le management, la liquidation et le contrôle ainsi que accorder de l'assistance technique, administrative et financière à ces sociétés et compagnies, et ceci, dans le sens le plus large.

8. La société peut acquérir tout intérêt par association ou apport de capitaux, fusion, souscription, participation, intervention financière ou autrement dans n'importe quelle société, entreprise et opération ayant un objet similaire, lié ou contribuant à la réalisation de son propre objet.

9. L'achat, la vente, la fabrication, le développement, la commercialisation, la distribution, la promotion la représentation, l'importation, l'exportation, l'agence, le courtage, la commission, la consignation, l'exploitation et en général toutes activités commerciales relatives aux objets d'art, collections, antiquités, peintures, meubles, dessins, objets de décoration et tout autre bien mobilier, matériel ou immatériel, nécessaire à leur valorisation et, ce, au sens le plus large. L'exploitation de galerie, l'édition de livres, magazines, brochures et autres publications, l'organisation d'événements, d'expositions, de cours, séminaires, trainings et activités similaires, la vente d'espaces publicitaires physiques ou virtuels.

10. L'achat, la vente, la fabrication, le développement, la commercialisation, la distribution, la promotion, la représentation, l'importation, l'exportation, l'agence, le courtage, la commission, la consignation, l'exploitation et en général toutes activités commerciales relatives aux produits, matériels, outillages, machines, installations, entre autres, des secteurs chimiques, pharmaceutiques, médicaux, paramédicaux et vétérinaires, alimentaires, de soins d'hygiène et de beauté, textiles, mobiliers, accessoires, objets décoratifs et d'aménagements intérieurs, électriques et électroniques, des porteurs de l'information et de la communication, de toutes sortes et de tous autres produits du même ordre présents et futurs; le commerce de plantes médicinales, de produits de droguerie, de parfumerie, de beauté, de toilette, de laboratoires, de bandagisterie, orthopédiques, diététiques, d'optique, de vision, auditifs, ménagers et de produits ou services afférents, la présente énumération étant exemplative et non limitative et devant être interprétée au sens le plus large.

11. Toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la gestion d'une ou plusieurs officines pharmaceutiques et leurs dépendances tels que laboratoires, magasins, dépôts et caetera, la pratique des analyses industrielles et cliniques, les recherches et les analyses au sens le plus large du mot, Les recherches cliniques biologiques, toute activité commerciale se rapportant à l'hygiène publique, tous services, plus spécifiquement dans le secteur de la santé au sens le plus large du terme.

12. Leasing, location et mise à disposition de toute sorte de biens mobiliers.

13. L'organisation de la récolte, la production, l'exploitation et la commercialisation de la biomasse ou d'énergie verte.

14. La société peut organiser toute activité de transport, collecte et service de livraisons au sens le plus large, pour ses propres activités ou pour un tiers.

15. La société peut agir dans le domaine de la recherche et de l'innovation au sens le plus large, y-compris la recherche scientifique et technologique.

16. La société peut agir dans le domaine de l'emballage, de l'embouteillage, de l'étiquetage, de l'impression et de la stérilisation d'objets et de matériel au sens le plus large.

La société peut, dans le cadre de son activité, en garantie de ses propres engagements aussi bien que pour compte de tiers, personnes morales ou personnes physiques, y compris au profit de ses associés, se porter caution entre autres en donnant ses biens immobiliers en hypothèque ou en nantissement ou gage, y compris son propre fonds de commerce, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut d'une façon générale accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter la réalisation et avoir un ou des établissements commerciaux ouverts au public.

A cet effet, la société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

## Titre II. Capital social - Parts sociales

**Art. 5.** Le capital social souscrit est fixé à cinq cent mille euros (EUR 500.000,-) représenté par cinq mille (5.000) parts sociales d'une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) chacune.

**Art. 6.** Toute assemblée générale des associés de la Société régulièrement constituée représente l'entière responsabilité des associés de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

L'assemblée générale des associés se réunira sur convocation notifiée huit jours en avance par le président du conseil de gérance ou par deux des gérants nommés. La convocation énonce l'ordre du jour de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés et s'ils confirment qu'ils ont été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Sauf stipulation contraire contenue dans la loi, les décisions de l'assemblée générale des associés dûment convoquée seront prises à la majorité simple des présents et votants.

Le capital et d'autres dispositions des présents statuts peuvent, à tout moment, être changés par l'associé unique ou par des associés représentant au moins trois quarts (3/4) du capital. Les associés peuvent changer la nationalité de la Société par une décision unanime.

Les résolutions prises par écrit avec l'approbation et la signature de tous les associés ont le même effet que des résolutions votées en assemblée des associés.

Tout associé peut participer à toute réunion de l'assemblée par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le procès-verbal d'une telle réunion devra toutefois être approuvé et signé par tous les associés.

**Art. 7.** Chaque part donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La Société reconnaît une seule personne par part; si une part est détenue par plus d'une personne, la Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme en étant le seul propriétaire dans les relations avec la Société.

Chaque part sociale donne droit à une fraction de l'actif social et des bénéfices de la Société proportionnelle au nombre des parts existantes.

Les parts peuvent être attachées à des instruments convertibles émis ou à émettre par la Société selon les termes et les conditions générales de ces instruments. Tout associé qui transfère, vend, confère, met en gage ou cède une ou plusieurs de ses parts du capital social de la Société à une tierce partie (ou à la Société en cas de rachat) est obligé de transférer une proportion identique de ses instruments convertibles à la même partie tierce (ou à la Société selon le cas), selon les termes et les conditions générales des instruments convertibles concernés.

L'assemblée générale peut accepter des apports au compte de prime d'émission ou d'autres apports en capitaux propres sans émission de nouvelles parts sociales.

**Art. 8.** Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale.

Les décisions de l'associé unique prises dans le domaine de l'alinéa 1<sup>er</sup> sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

**Art. 9.** Si la Société compte au moins deux associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés. Dans le cas de cession pour cause de mort, cependant, l'agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

**Art. 10.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 11.** Les créanciers, ayant droits ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

### **Titre III. Administration**

**Art. 12.** La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être des associés.

Les gérants sont désignés et librement révoqués par l'assemblée générale des associés qui détermine leurs pouvoirs, rémunérations et durée des mandats.

**Art. 13.** Le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres un président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées d'associés.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans la convocation.

Une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance doit être adressée à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour la réunion, excepté en cas d'urgence pour lequel la nature des circonstances d'urgence doit être mentionnée dans la convocation. Cette convocation peut être écartée par l'accord écrit par lettre, télécopie ou email de chaque gérant. Des convocations séparées ne sont pas requises pour des réunions individuelles tenues à des lieux et heures prescrites dans un programme préalablement adopté par une résolution du conseil de gérance.

Tout gérant pourra prendre part à une réunion du conseil de gérance en donnant pouvoir à un autre gérant par écrit par lettre, télécopie ou email.

Les votes pourront être également effectués par écrit par lettre, télécopie ou email.

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Les résolutions prises par écrit avec l'approbation et la signature de tous les gérants ont le même effet que des résolutions votées en réunions des gérants.

Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le procès-verbal d'une telle réunion devra toutefois être approuvé et signé par tous les gérants présents à une telle réunion.

**Art. 14.** Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui a présidé une telle réunion.

Les copies ou extraits de tels procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou à toute autre occasion seront signés par le président, le secrétaire ou par deux gérants.

**Art. 15.** Le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter tous actes d'administration et de disposition pour compte de la Société et dans l'intérêt de celle-ci.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance pourra déléguer ses pouvoirs de conduire les affaires courantes de la Société et la représentation de la Société pour de telles affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale des associés, à un ou plusieurs membres du conseil de gérance ou à toute autre personne ou à tout comité (dont les membres n'ont pas à être gérants) délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil de gérance déterminera. Il pourra également confier tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne qui ne doit pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

**Art. 16.** Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée par la signature individuelle de tout gérant, et, en ce qui concerne l'activité reprise dans l'objet social pour laquelle une autorisation d'établissement spécifique est nécessaire, la Société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de tout gérant ayant reçu une telle autorisation d'établissement, ou encore, le cas échéant, par la signature individuelle du gérant unique, ou par la signature conjointe ou unique de toute(s) personne(s) à qui un pouvoir de signature a été délégué par la Société.

**Art. 17.** Dans l'exécution de leur mandat, les gérants ne sont pas responsables personnellement des engagements de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils sont responsables de l'exercice correct de leurs obligations.

**Art. 18.** L'année sociale commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre.

**Art. 19.** A la fin de chaque exercice, le conseil de gérance prépare les comptes annuels qui sont à la disposition des associés au siège social de la Société.

Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'assemblée générale des associés, sur recommandation du conseil de gérance, déterminera l'affectation des bénéfices nets annuels.

Des dividendes intérimaires pourront être distribués, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. des comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance,
2. ces comptes font apparaître un bénéfice y inclus les bénéfices reportés,
3. la décision de verser des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés,
4. le paiement est effectué lorsque la Société a obtenu l'assurance que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

#### **Titre IV. Dissolution - Liquidation**

**Art. 20.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales) nommés par assemblée générale des associés décidant de la dissolution et fixant les pouvoirs et la rémunération des liquidateurs.

**Art. 21.** Tout ce qui n'est pas expressément réglementé par les présents statuts sera déterminé en concordance avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

##### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le douze mars deux mille quinze et se terminera le trente et un décembre de l'année deux mille quinze.

##### *Sixième résolution*

L'assemblée décide de fixer le nombre de gérants à quatre (4).

Sont nommés gérants, pour une durée illimitée, avec les pouvoirs tels que définis à l'article 16 des statuts refondus ci-avant, les personnes suivantes:

- Monsieur Eric VAN DEN ABBEELE, né à Astrida (Rwanda) le 31 mars 1957, demeurant à L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss;
- Madame Véronique BLOMME, née à Kortrijk (Belgique) le 1<sup>er</sup> novembre 1957, demeurant à L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss;
- Madame Laurence VAN DEN ABBEELE, née le 11/09/1986 à Etterbeek (Bruxelles, Belgique), demeurant à B-3080 Tervuren, Sneppenlaan 38; et

- Madame Isaline VAN DEN ABBEELE, née le 20/04/1989 à Etterbeek (Bruxelles, Belgique), demeurant à B-3080 Tervuren, Sneppenlaan 38.

*Septième résolution*

L'assemblée confirme que le siège social de la Société est établi à L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss.

*Huitième résolution*

L'assemblée décide de conférer tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, à tout gérant de la Société ci-avant nommé, chacun agissant individuellement, afin d'accomplir toutes les formalités nécessaires, tant en Belgique qu'au Grand-Duché de Luxembourg, pour exécuter les décisions prises à l'occasion de la présente assemblée générale extraordinaire, les notifier à toute administration ou autorité compétente dans les deux pays concernés, signer tout document, acte, contrat ou réquisition, et plus généralement, procéder à toutes les formalités utiles et nécessaires, au Grand-Duché de Luxembourg et en Belgique, pour réaliser le transfert du siège social statutaire, de l'établissement principal, de l'administration centrale et du lieu de la direction effective de la Société de Belgique vers le Grand-Duché de Luxembourg, avec promesse de ratification si besoin.

*Déclaration des comparants relative à l'autorisation d'établissement*

Le notaire instrumentant a rendu l'assemblée attentive au fait que la Société doit introduire une demande et disposer d'une autorisation d'établissement en bonne et due forme pour effectuer l'activité telle que stipulée dans l'objet social. Sur ce, tous les associés ici présents ont déclaré entreprendre eux-mêmes les démarches nécessaires à ces fins.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à deux mille cent euros (EUR 2.100,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: E. VAN DEN ABBEELE, L. VAN DEN ABBEELE, V. BLOMME, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 27 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/9472. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015055757/566.

(150063623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

**EVOLIA Developments, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 500.000,00.**

Siège social: L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 196.075.

L'an deux mille quinze, le trois avril.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

1. Monsieur Eric VAN DEN ABBEELE, docteur en médecine, demeurant à L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss;
2. Madame Véronique BLOMME, pharmacienne, demeurant à L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss;
3. la société «VELIA», une société privée à responsabilité limitée, ayant son siège social à 1000 Bruxelles, rue Ducale 51, numéro d'entreprise 0440.277.951, représentée par deux gérants, Monsieur Eric VAN DEN ABBEELE et Madame Véronique BLOMME, prénommés;

Lesquels comparants, en leur qualité d'associés détenant l'intégralité du capital social souscrit de la société anonyme de droit belge «EVOLIA», ayant son siège social à 1000 Bruxelles, rue Ducale 51, inscrite au Registre de Commerce de Bruxelles sous le numéro 0824.881.367, constituée sous la dénomination de «BECOWOOD» suivant acte reçu par Maître Luc HERTECANT, notaire alors de résidence à Huldenberg (Neerijse) en date du 2 avril 2010, publié aux annexes du Moniteur Belge, numéro 20100422-58560, du 22 avril 2010, (ci-après dénommée la «Société»),

lors de l'assemblée de la Société décidant le transfert de son siège social, de l'administration centrale et de la direction effective de de Bruxelles (Belgique) à Greisch (commune de Sept-fontaines, Grand-Duché de Luxembourg), avec effet au 12 mars 2015, ont décidé d'adopter, entre autres, la forme d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois et la dénomination sociale «EVOLIA»,

acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 26 mars 2015, enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 27 mars 2015, relation: 1LACX/2015/9472,

Les comparants prénommés requièrent le notaire instrumentant d'acter que la dénomination initiale «EVOLIA» n'étant plus disponible, la dénomination de la Société est à changer en «EVOLIA Developments» et que l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la Société, tels que refondus lors de l'assemblée du 26 mars 2015 dont mention ci-avant, est à modifier comme suit:

« **Art. 1<sup>er</sup>** . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous le nom de «EVOLIA Developments» (ci-après la «Société») qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée ainsi que par les présents statuts.».

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à deux cent cinquante euros (EUR 250,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: E. VAN DEN ABBEELE, V. BLOMME, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 07 avril 2015 Relation: 1LAC/2015/10792. Reçu douze euros 12,00 €

*Le Receveur (signé): I. THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015055758/44.

(150063623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

### **The Malaspinian Fund SCA SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 141.252.

L'AN DEUX MIL QUINZE, LE CINQ MARS.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussignée.

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«assemblée») de la société «The Malaspinian Fund SCA SICAV-FIS» (la «Société»), une société en commandite par actions qualifiée de Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé, régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 14, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B141252, constituée suivant acte reçu par Maître Roger ARRENSDORFF, notaire alors de résidence à Mondorf-les-Bains, en date du 1<sup>er</sup> août 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2295 du 19 septembre 2008, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 9 juin 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1521 du 9 juillet 2011.

L'assemblée est déclarée ouverte sous la présidence de Madame Nicole HOFFMANN, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

qui désigne comme secrétaire Madame Isabelle BRANGBOUR, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Lydie MOULARD, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Nomination d'Aumea Partner S.à r.l. en qualité de réviseur d'entreprises agréé de la SICAV-FIS en remplacement de PricewaterhouseCoopers;

2. Divers;

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III. Que la présente assemblée a été dûment convoquée par lettres recommandées adressées aux actionnaires nominatifs le 17 février 2015.

IV. Il ressort de la liste de présence, que toutes les actions nominatives, représentant l'intégralité du capital social émis, sont présentes ou représentées à la présente assemblée, et que par conséquent la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale des actionnaires, après avoir délibéré, demande au notaire d'acter la résolution unique suivante prise à l'unanimité des voix:

*Résolution unique*

L'assemblée décide de révoquer PricewaterhouseCoopers, réviseur d'entreprises agréé, et de nommer en son remplacement, en qualité de réviseur d'entreprises agréé, la société AUMEA PARTNER s.à.r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social aux 26-28, Rue Edward Steichen, L - 2540 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B180716.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de EUR 1.000,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: N. HOFFMANN, I. BRANGBOUR, L. MOULARD, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 09 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/7237. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 avril 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015055201/59.

(150062706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2015.

**PHM Topco 26 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 170.286.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015038806/10.

(150043548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

**Clermon Holding Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8308 Capellen, 89B, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 94.207.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Capellen, le 10 mars 2015.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015039093/12.

(150044851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

**Luxstore S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 196.048.

—  
STATUTS

L'an deux mil quinze, le deux avril,  
Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,  
ont comparu:

Madame Cindy CASTRO, salariée, née à Luxembourg le 20 mars 1978, demeurant à L-8447 Steinfort, 3A, Boxepull,  
et

Madame Nicole GRÄSSER, retraitée, née à Diekirch le 10 juillet 1960, demeurant à L-5860 Hesperange, 47, rue Camille Mersch.

Ces comparantes ont requis le notaire instrumentant d'acter comme suit les statuts d'une société anonyme qu'elles constituent comme suit:

**Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de «LUXSTORE S.A.».

**Art. 2.** Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg-Ville.

Par simple décision du Conseil d'Administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet le commerce en général de toute marchandise non spécialement réglementée.

Elle a encore pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement, la mise en valeur et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur d'un portefeuille se composant de tous titres et valeurs mobilières, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et valeurs mobilières, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ses affaires.

Elle pourra emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct et substantiel tous concours, prêts, avances ou garanties. Elle pourra également se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

En général, elle pourra réaliser tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, fiduciaires, civiles, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet ou qui seront de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Elle pourra de même conclure toute convention de collaboration, de rationalisation, d'association ou autres avec toute société ayant un objet similaire ou connexe au sien ou dont l'objet serait de nature à développer, même indirectement, la réalisation du sien.

La société est autorisée à ouvrir des filiales ou succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à trente et un mille Euros (Eur 31.000,-) représenté par vingt actions (20) d'une valeur nominale de mille cinq cent cinquante Euros (€ 1.550,-).

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

La société peut, dans la mesure et les conditions que la loi permet, racheter ses propres actions.

Toute action est indivisible, la société ne reconnaît, quant à l'exercice des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire pour chaque titre.



Si le même titre appartient à plusieurs personnes, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule d'entre elles soit désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

**Art. 6.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social ou en tout autre endroit à préciser dans les convocations, le 15 du mois de février à 19.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

**Art. 7.** Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, soit par original, soit par téléfax, par télégramme ou par télex une autre personne comme mandataire.

Les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés votants, sauf les majorités spéciales légalement requises.

**Art. 8.** Les assemblées des actionnaires seront convoquées par le conseil d'administration, à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour, et envoyé par lettre recommandée au moins huit jours avant l'assemblée à tout porteur d'actions nominatives à son adresse portée au registre des actionnaires. En présence d'actions au porteur les convocations sont faites par annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le Mémorial et dans un journal de Luxembourg.

Cependant, si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale, et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans avis de convocation ni publication préalable.

**Art. 9.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Cependant au cas où la Société est constituée par un actionnaire unique ou s'il est constaté lors d'une assemblée générale que la Société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur unique nommera ou confirmera la nomination de son représentant permanent en conformité avec la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales tel que modifiée.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 10.** Le conseil d'administration se réunira sur convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans la convocation.

Le conseil d'administration, s'il y a lieu, nommera des fondés de pouvoir de la Société.

Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signé(s) par tous les membres du conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la première signature.

**Art. 11.** Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par l'administrateur qui aura assumé la présidence.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le secrétaire (s'il y en a) ou par deux administrateurs.

**Art. 12.** Le conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs administrateur(s)-délégué(s) qui aura (auront) pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et qui représentera (représenteront) la société en justice.

**Art. 13.** La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil. Au cas où le Conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par la signature individuelle de l'administrateur unique.

**Art. 14.** Les opérations de la Société, comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, les questions fiscales et l'établissement de toutes déclarations d'impôt ou autres déclarations prévues par la loi luxembourgeoise, seront surveillées par un commissaire. Le commissaire sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période prenant fin le jour de la prochaine assemblée générale des actionnaires et jusqu'à l'élection de son successeur. Le commissaire restera en fonction jusqu'à sa réélection ou l'élection de son successeur.

Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée des actionnaires.

**Art. 15.** L'exercice social commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 16.** Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social tel qu'il est prévu à l'article cinq des statuts ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration peut décider de payer des dividendes intérimaires selon les conditions et les restrictions prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

**Art. 17.** En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

**Art. 18.** Les présents statuts pourront être modifiés en temps et lieu qu'il appartiendra par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de majorité requises par l'article 67-1 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

**Art. 19.** Pour toutes matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2015.

La première assemblée générale ordinaire se tiendra en l'année 2016.

#### *Souscription*

Les actions ont été souscrites comme suit:

Mme Cindy CASTRO .....	10 actions
Mme Nicole GRÄSSER .....	<u>10 actions</u>
TOTAL: .....	20 actions

Les actions de la société ont été intégralement libérées en espèces par l'actionnaire de sorte que le montant de trente et un mille Euros (€ 31.000,-) est dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement, et qu'en outre ces conditions sont conformes aux prescriptions de l'article 27 de cette même loi.

En outre, la comparante a été informée que la société ne pourra passer des actes de commerce qu'après avoir obtenu les autorisations administratives y relatives.

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que se soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de € 1.200,-

#### *Loi anti-blanchiment*

En application de la loi du 12 novembre 2004, les comparantes déclarent être le bénéficiaire réel de cette opération et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

#### *Immobilisation des actions et des titres au porteurs*

Les comparantes reconnaissent avoir été rendu attentives par le notaire instrumentaire aux dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et des parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur.

#### *Assemblée constitutive*

Et à l'instant les comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées, elles ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois.
2. Le nombre des commissaires est fixé à un.

3. Est/Sont appelé(s) aux fonctions d'administrateurs pour une durée de six années:

Madame Cindy CASTRO, salariée, née à Luxembourg le 20 mars 1978, demeurant à L-8447 Steinfort, 3A, Boxepull,  
Madame Nicole GRÄSSER, retraitée, née à Diekirch le 10 juillet 1960, demeurant à L-5860 Hesperange, 47, rue Camille Mersch, et

Monsieur Michael GONRY, indépendant, né à Messancy, Belgique, le 23 août 1977, demeurant à L-8447 Steinfort, 3A, Boxepull.

Madame Cindy CASTRO, préqualifiée, est nommée administrateur délégué avec pouvoir d'engager la société par sa seule signature en toute circonstance.

4. Est appelé(e) aux fonctions de commissaire pour une durée de six ans:

Monsieur Henri MORIS, employé, né à Luxembourg le 19 septembre 1961, demeurant à L-5860 Hesperange, 47, rue Camille Mersch.

5. L'adresse de la société est fixée à L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue.

Les frais et honoraires en relation avec le présent acte sont à la charge de la société, la fondatrice en étant débiteur solidaire.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparantes, qui se sont fait connaître du notaire par leurs nom, prénom usuel et résidence, lesdites comparantes ont signé ensemble avec Nous notaire la présente minute, après s'être identifiées au moyen de leur carte d'identité.

Signé: C. CASTRO, N. GRÄSSER, C. MINES.

Enregistré à Luxembourg à Actes Civils 1, le 7 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/10748. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME,

Capellen, le 13 avril 2015.

Référence de publication: 2015055011/186.

(150063144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2015.

### Luxembourg Investment Company 50 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 195.072.

#### STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the twelfth day of January.

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

#### THERE APPEARED:

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, registered with the Luxembourg trade registry under number B 103.123,

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, professionally residing in Esch/Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy will remain attached to the present deed.

The appearer announced the formation of a company with limited liability ("société à responsabilité limitée"), governed by the relevant law and the present articles.

**Art. 1.** There is formed by those present a company with limited liability which will be governed by law pertaining to such an entity as well as by present articles.

**Art. 2.** The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

It may open branches in Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

**Art. 3.** The company has been formed for an unlimited period.

**Art. 4.** The company will assume the name of

“Luxembourg Investment Company 50 S.à r.l.” a private limited liability company.

**Art. 5.** The registered office is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by mean of a resolution of an extraordinary general meeting of its members.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

**Art. 6.** The company’s corporate capital is fixed at EUR 12.500.- (twelve thousand five hundred euro) represented by 12.500 (twelve thousand five hundred) shares with a par value of EUR 1.- (one euro) each.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

**Art. 7.** The capital may be changed at any time under the conditions specified by article 199 of the law concerning commercial companies.

**Art. 8.** Each share gives rights to a fraction of the assets and profits of the company in direct proportion to its relationship with the number of shares in existence.

**Art. 9.** The transfer of shares is stated in a notarial deed or by private deed. They are made in compliance with the legal dispositions. In case of a single shareholder, the Company’s shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

**Art. 10.** The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the members will not bring the company to an end.

**Art. 11.** Neither creditors nor heirs may for any reason create a charge on the assets or documents of the company.

**Art. 12.** The company is administered by one or several managers, not necessarily members, appointed by the members.

Except if otherwise provided by the general meeting of members, in dealing with third parties the manager or managers have extensive powers to act in the name of the company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the company’s object.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by the single signature of one of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of Managers (namely class A Managers and class B Managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A Manager and one class B Manager.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

Any Manager may act at any meeting by appointing in writing by letter or by cable, telegram, facsimile transmission or e-mail another Manager as his proxy.

A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

**Art. 13.** The manager or managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitment regularly made by them in the name of the company. They are simple authorised agents and are responsible only for the execution of their mandate.

**Art. 14.** Each member may take part in collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each member has voting rights commensurate with his shareholding. Each member may appoint a proxy to represent him at meetings.

**Art. 15.** Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by members owning more than half the share capital. However, resolutions to alter the articles and particularly to liquidate the company may only be carried by a majority of members owning three quarters of the company's share capital.

If the Company has only one member, his decisions are written down on a register held at the registered office of the Company.

**Art. 16.** The company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December.

**Art. 17.** Each year on the thirty-first of December, the books are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

**Art. 18.** Each member may inspect the above inventory and balance sheet at the company's registered office.

**Art. 19.** The receipts stated in the annual inventory, after deduction of general expenses and amortisation represent the net profit.

Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be used freely by the members.

The balance of the net profits may be distributed to the member(s) commensurate to his/ their share holding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare an interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. This interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

**Art. 20.** At the time of the winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, members or not, appointed by the members who will fix their powers and remuneration.

**Art. 21.** The members will refer to legal provisions on all matters for which no specific provision is made in the articles. The undersigned notary states that the specific conditions of article 183 of company act law (Companies Act of 18.9.33) are satisfied.

#### *Transitory Disposition*

The first financial year commences this day and ends on the thirty-first of December two thousand and fifteen.

#### *Subscription and payment.*

The 12.500 (twelve thousand five hundred) shares are subscribed by the sole shareholder as follows:

Intertrust (Luxembourg) S. à r.l..

prenamed: 12.500 (twelve thousand five hundred) shares

The shares thus subscribed have been paid up by a contribution in cash of EUR 12.500 (twelve thousand five hundred euro), so that the amount of EUR 12.500 (twelve thousand five hundred euro) is at the disposal of the Company.

#### *Estimate of costs.*

The parties estimate the value of formation expenses at approximately 1,300.- euro.

#### *Decisions of the sole shareholder*

The shareholder has taken the following decisions.

1) Is appointed as manager of the company for an undetermined period:

Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., having its registered office at, 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade registry under number B 103.336.

2) The registered office is established at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le douze janvier.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A comparu:

Intertrust (Luxembourg) S. à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.123

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, salariée, demeurant professionnellement à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La précitée procuration restera annexée aux présentes.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger. Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement.

Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société prend la dénomination de  
«Luxembourg Investment Company 50 S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

L'adresse du siège sociale peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à EUR 12.500.- (douze mille cinq cents euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1.- (un euro) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

**Art. 7.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

**Art. 9.** Les cessions de parts sociales sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Elles se font en conformité avec les dispositions légales afférentes. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

**Art. 10.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

**Art. 11.** Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

**Art. 12.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée des associés.

A moins que l'assemblée des associés n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire ou autoriser les actes et opérations relatifs à son objet.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature individuelle d'un des gérants, étant entendu que si l'assemblée générale des associés a désigné différentes classes de Gérants (à savoir des Gérants de classe A et des Gérants de classe B) la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un Gérant de classe A et d'un Gérant de classe B.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion des gérants par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires à partir du Luxembourg de telle sorte que plusieurs personnes pourront communiquer simultanément. Cette participation sera réputée équivalente à une présence physique lors d'une réunion. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par les gérants y ayant participé.

Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion des gérants en désignant par écrit, par lettre ou par câble, télégramme, télécopie ou email un autre gérant comme son mandataire.

Une décision écrite signée par tous les gérants sera aussi valable et efficace que si elle avait été prise lors d'une réunion du conseil dûment convoquée. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par tous les membres du conseil de gérance.

**Art. 13.** Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 14.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 15.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ou la liquidation de la société ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

**Art. 16.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 17.** Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

**Art. 18.** Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

**Art. 19.** Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la Société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents statuts.

**Art. 20.** Lors de la dissolution de la société la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

**Art. 21.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales. Le notaire soussigné constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 18 septembre 1933 sont remplies.

*Disposition transitoire.*

Le premier exercice commence le jour de la constitution et finit le trente et un décembre deux mille quinze.

*Souscription et libération.*

Les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sont souscrites par l'associé unique comme suit:

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l., prédésignée: 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales

Les parts ainsi souscrites ont été entièrement libérées par un apport en espèces de EUR 12.500.- (douze mille cinq cents euros), de sorte que le montant de EUR 12.500.- (douze mille cinq cents euros) est à la disposition de la Société.

#### *Évaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société à raison de sa constitution est évalué approximativement à la somme de 1.300 euros.

#### *Décisions de l'associé unique*

Ensuite l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1) Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

Intertrust Management (Luxembourg) S. à r.l., ayant son siège social à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.336.

2) Le siège social de la société est fixé à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par le présent acte qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 16 janvier 2015. Relation: EAC/2015/1290. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.*

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015037169/261.

(150042291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

### **ShelteR Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 195.986.

#### STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the second day of April.

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### THERE APPEARED:

Securex Life (Securex Vie A.A.M.), a company duly incorporated in Belgium with registered offices at 43, Avenue de Tervuren, B-1040 Etterbeek, Belgium and registered under registration number 0422.900.402 (the Subscriber),

here represented by Allen & Overy, société en commandite simple, société d'avocats inscrite à la liste V du barreau de Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal, itself represented by Mathieu Voos, juriste, residing professionally at 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its capacity as representative of the shareholder, has requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation of a company, which it declares to establish as follows:

#### **1. Art. 1. Name.**

1.1 There is hereby formed among the subscribers, and all other persons who will become owners of the shares hereafter created, an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) in the form of a public limited liability company (société anonyme) under the name "ShelteR Invest" (the Company).

1.2 Any reference to shareholders of the Company (Shareholders) in the articles of incorporation of the Company (the Articles) will be a reference to 1 (one) Shareholder as long as the Company will have 1 (one) Shareholder.

#### **2. Art. 2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of Shareholders of the Company (the General Meeting), deliberating in the manner provided for amendments to the Articles or by the board of directors of the Company (the Board) if and to the extent permitted by law. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the Board.



2.2 The Board will further have the right to set up offices, administrative centres and agencies wherever it will deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 If extraordinary events of political, economic or social nature, likely to impair the normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries, occur or are imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such a transfer will have no effect on the nationality of the Company, which will remain a Luxembourg company. The declaration of the provisional transfer abroad of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the officer of the Company best placed to do so in the circumstances.

**3. Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited duration.

**4. Art. 4. Object of the company.**

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the assets of the Company in transferable securities and other assets permitted by law in accordance with the principle of risk diversification, within the limits of the investment policies and restrictions determined by the Board pursuant to article 19 hereof, and with the objective of paying out to Shareholders the profits resulting from the management of the assets of the Company, either through distributions or through accumulation of income in the Company.

4.2 The Company may take any measures and execute any transactions that it considers expedient with regard to the fulfilment and implementation of the object of the Company to the full extent permitted by Part I of the act dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the 2010 Act).

**5. Art. 5. Share capital, Share classes.**

5.1 The capital of the Company will at all times be equal to the total net assets of the Company and will be represented by fully paid-up shares of no par value.

5.2 The minimum capital, as provided by law, is fixed at EUR 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand euro) to be reached within a period of six months as from the authorisation of the Company by the Luxembourg supervisory authority, being provided that shares of a Target Sub-fund held by a Investing Sub-fund (as defined in article 19.7 below) will not be taken into account for the purpose of the calculation of the EUR 1,250,000 minimum capital requirement. Upon the decision of the Board, the shares issued in accordance with these Articles may be of more than one share class. The proceeds from the issue of shares of a share class, less a sales commission (sales charge) (if any), are invested in Transferable Securities of all types and other legally permissible assets in accordance with the investment policy as set forth by the Board and taking into account investment restrictions imposed by law.

5.3 The initial capital is fixed at EUR 31,000 (thirty-one thousand euro) divided into 310 (three hundred and ten) shares of no par value. The three hundred and ten (310) shares are allocated to the sub-fund Shelter Invest - Europe Factor Premium Fund.

5.4 The Company has an umbrella structure, each compartment corresponding to a distinct part of the assets and liabilities of the Company (a Sub-fund) as defined in article 181 of the 2010 Act, and that is formed for one or more share classes of the type described in these Articles. Each Sub-fund will be invested in accordance with the investment objective and policy applicable to that Sub-fund, the investment objective, policy, as well as the risk profile and other specific features of each Sub-fund are set forth in the prospectus of the Company (the Prospectus). Each Sub-fund may have its own funding, share classes, investment policy, capital gains, expenses and losses, distribution policy or other specific features.

5.5 Within a Sub-fund, the Board may, at any time, decide to issue one or more share classes the assets of which will be commonly invested but subject to different fee structures, distribution, marketing targets, currency or other specific features, including special rights as regards the appointment of directors in accordance with article 13 of these Articles. A separate net asset value per share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each share class.

5.6 The Company may create additional share classes whose features may differ from the existing share classes and additional Sub-funds whose investment objectives may differ from those of the Sub-funds then existing. Upon creation of new Sub-funds or share classes, the Prospectus will be updated, if necessary.

5.7 The Company is one single legal entity. However, the rights of the Shareholders and creditors relating to a Sub-fund or arising from the setting-up, operation and liquidation of a Sub-fund are limited to the assets of that Sub-fund. The assets of a Sub-fund are exclusively dedicated to the satisfaction of the rights of the Shareholder relating to that Sub-fund and the rights of those creditors whose claims have arisen in connection with the setting-up, operation and liquidation of that Sub-fund, and there will be no cross liability between Sub-funds, in derogation of article 2093 of the Luxembourg Civil Code.

5.8 The Board may create each Sub-fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the Board may, at the expiration of the initial period of time, extend the duration of that Sub-fund one or more times. At the expiration of the duration of a Sub-fund, the Company will redeem all the shares in the share class(es) of that Sub-fund, in accordance with article 8 of these Articles, irrespective of the provisions of article 23 of these Articles. At each extension of the duration of a Sub-fund, the registered Shareholders will be duly notified in writing, by a notice sent to their address as

recorded in the Company's register of Shareholders. The Prospectus indicates the duration of each Sub-fund and, if applicable, any extension of its duration.

5.9 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each share class will, if not already denominated in euro, be converted into euro. The capital of the Company equals the total of the net assets of all the share classes.

#### **6. Art. 6. Shares.**

6.1 The Company may, upon decision of the Board, issue shares in registered form or in dematerialised form on such terms and conditions as the Board will prescribe. Dematerialised shares are shares exclusively issued by book entry in an issue account (compte d'émission), held by an authorised central account holder or an authorised settlement system designated by the Company and disclosed in the Prospectus.

6.2 All registered shares issued by the Company are entered in the register of Shareholders, which is kept by the Company or by one or more persons designated by the Company. This register contains the names of the owners of registered shares, their permanent residence or elected domicile as indicated to the Company, and the number of registered shares held by them.

6.3 The entry of the Shareholder's name in the register of shares evidences the Shareholder's right of ownership to such registered shares. The Company decides whether a certificate for such entry is delivered to the Shareholder or whether the Shareholder receives a written confirmation of its shareholding.

6.4 Shareholders entitled to receive registered shares must provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. This address will also be entered into the register of Shareholders.

6.5 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may have a notice to this effect entered into the register of Shareholders. The Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be determined by the Company from time to time, until another address is provided to the Company by that Shareholder. A Shareholder may, at any time, change the address entered in the register of Shareholders by means of a written notification to the registered office of the Company or to such other address as may be determined by the Company from time to time.

6.6 Holders of dematerialised shares must provide, or must ensure that registrar agents shall provide, the Company with information for identification purposes of the holders of such shares in accordance with applicable laws. If on a specific request of the Company, the holder of dematerialised shares does not furnish the requested information, or furnishes incomplete or erroneous information within a time period provided for by law or determined by the Board at its discretion, the Board may decide to suspend voting rights attached to all or part of the dematerialised shares held by the relevant person until satisfactory information is received.

6.7 If a Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, damaged or destroyed, then, at the Shareholder's request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company. With the issuance of the new share certificate, which will be marked as a duplicate, the original share certificate being replaced will become void.

6.8 Damaged share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

6.9 The Company may, at its discretion, charge the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the cancellation of the original share certificate, to the Shareholder.

6.10 The Company recognises only one owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of a share or shares is disputed, all persons claiming a right to those shares will appoint one owner to represent those shares towards the Company. The failure to appoint such an attorney results in the suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

6.11 The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares do not carry voting rights, except where their number is so that they represent a whole share, but are entitled to participate in the net assets attributable to the relevant share class on a pro rata basis.

#### **7. Art. 7. Issue of shares.**

7.1 The Board is authorised, without limitation, to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving a preferential right to subscribe for the shares to be issued for the existing Shareholders.

7.2 The Board may impose restrictions on the frequency at which shares of a certain share class are issued; the Board may, in particular, decide that shares of a particular share class will only be issued during one or more subscription periods or at such other intervals as provided for in the Prospectus.

7.3 Shares in Sub-funds will be issued at the subscription price. The subscription price for shares of a particular share class of a Sub-fund corresponds to the net asset value per share of the respective share class (see articles 11 and 12 below) adjusted, as the case may be, in accordance with the price adjustment policy as described in the Prospectus, plus any subscription fee, if applicable. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a

transaction. The relevant subscription price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board.

7.4 A process determined by the Board and described in the Prospectus will govern the chronology of the issue of shares in a Sub-fund.

7.5 The subscription price is payable within a period determined by the Board, which may not exceed seven (7) business days from the relevant valuation day, determined as every such day on which the net asset value per share for a given share class or Sub-fund is calculated (the NAV Calculation Day).

7.6 The Board may confer the authority upon any of its members, any managing director, officer or other duly authorised representative to accept subscription applications, to receive payments for newly issued shares and to deliver these shares.

7.7 The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of assets, in accordance with Luxembourg law, in particular in accordance with the obligation to deliver a valuation report from an auditor (réviseur d'entreprises agréé), and provided that such assets are in accordance with the investment objectives and policies of the relevant Sub-fund. Unless otherwise provided by the Prospectus, all costs related to the contribution in kind are borne by the Shareholder acquiring shares in this manner.

7.8 Applications for subscription are irrevocable, except - for the duration of such suspension - when the calculation of the net asset value has been suspended in accordance with article 12 of these Articles.

#### **8. Art. 8. Redemption of shares.**

8.1 Any Shareholder may request redemption of all or part of his/her/its shares from the Company, pursuant to the conditions and procedures set forth by the Board in the Prospectus and within the limits provided by law and these Articles.

8.2 Subject to the provisions of article 12 of these Articles and this article 8, the redemption price per share will be paid within a period determined by the Board which may not exceed seven (7) business days from the relevant NAV Calculation Day, as determined in accordance with the current policy of the Board, provided that any share certificates issued and any other transfer documents have been received by the Company.

8.3 The redemption price per share for shares of a particular share class of a Sub-fund corresponds to the net asset value per share of the respective share class adjusted, as the case may be, in accordance with the price adjustment policy as described in the Prospectus, less any redemption fee, if applicable. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board.

8.4 A process determined by the Board and described in the Prospectus will govern the chronology of the redemption of shares in a Sub-fund.

8.5 If as a result of a redemption application, the number or the value of the shares held by any Shareholder in any share class falls below the minimum number or value that is then determined by the Board in the Prospectus, the Company may decide to treat such an application as an application for redemption of all of that Shareholder's shares in the given share class.

8.6 If, in addition, on a NAV Calculation Day or at some time during a NAV Calculation Day, redemption applications as defined in this article and conversion applications as defined in article 9 of these Articles exceed a certain level set by the Board in relation to the shares of a given share class, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the redemption and conversion applications for a certain time period and in the manner deemed necessary by the Board, in the best interest of the Company. The portion of the non-proceeded redemptions will then be proceeded by priority on the NAV Calculation Day following this period, these redemption and conversion applications will be given priority and dealt with ahead of other applications (but subject always to the foregoing limit).

8.7 The Company may satisfy payment of the redemption price owed to any Shareholder, subject to such Shareholder's agreement, in specie by allocating assets to the Shareholder from the portfolio set up in connection with the share class (es) equal in value to the value of the shares to be redeemed (calculated in the manner described in article 11 below) as of the NAV Calculation Day or the time of valuation when the redemption price is calculated if the Company determines that such a transaction would not be detrimental to the best interests of the remaining Shareholders of the relevant Sub-fund. The nature and type of assets to be transferred in such case will be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders in the given share class or share classes, as the case may be. The valuation used will be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers are borne by the transferee.

8.8 All redeemed shares will be cancelled.

8.9 All applications for redemption of shares are irrevocable, except - in each case for the duration of the suspension - in accordance with article 12 of these Articles, when the calculation of the net asset value has been suspended or when redemption has been suspended as provided for in this article.

8.10 The Company may redeem shares of any Shareholder if:

(a) any of the representations given by the Shareholder to the Company were not true and accurate or have ceased to be true and accurate; or

- (b) the Shareholder is a Restricted Person (as defined in article 10 below); or
- (c) that the continuing ownership of shares by the Shareholder would cause an undue risk of adverse tax consequences to the Company or any of its Shareholders; or
- (d) the continuing ownership of shares by such Shareholder may be prejudicial to the Company or any of its Shareholders; or
- (e) further to the satisfaction of a redemption request received by a Shareholders, the number or aggregate amount of shares of the relevant share class held by this Shareholder is less than the Minimum Holding Amount as is stipulated in the Prospectus.

#### **9. Art. 9. Conversion of shares.**

9.1 A Shareholder may convert shares of a particular share class of a Sub-fund held in whole or in part into shares of the corresponding share class of another Sub-fund in accordance with the provisions of the Prospectus; conversions from shares of one share class of a Sub-fund to shares of another share class of either the same or a different Sub-fund are also permitted, except otherwise decided by the Board.

9.2 The Board may make the conversion of shares dependent upon additional conditions set out in the Prospectus.

9.3 A conversion application will be considered as an application to redeem the shares held by the Shareholder and as an application for the simultaneous acquisition (issue) of the shares to be acquired. The conversion ratio will be calculated on the basis of the net asset value per share of the respective share class; a conversion fee may be incurred. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The prices of the conversion may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which they are to be paid, as determined by the Board. The Board may determine that balances of less than a reasonable amount to be set by the Board, resulting from conversions will not be paid out to Shareholders.

9.4 As a rule, both the redemption and the acquisition parts of the conversion application should be calculated on the basis of the values prevailing on one and the same NAV Calculation Day. If there are different order acceptance deadlines for the Sub-funds in question, the calculation may deviate from this, in particular depending on the sales channel. In particular either:

- (a) the sales part may be calculated in accordance with the general rules on the redemption of shares (which may be older than the general rules on the issue of shares), while the purchase part would be calculated in accordance with the general (newer) rules on the issue of shares; or
- (b) the sales part is not calculated until a time later in relation to the general rules on share redemption together with the purchase part calculated in accordance with the newer (in relation to the sales part) rules on the issue of shares.

9.5 Conversions may only be effected if, at the time, both the redemption of the shares to be converted and the issue of the shares to be acquired are simultaneously possible; there will be no partial execution of the application unless the possibility of issuing the shares to be acquired ceases after the shares to be converted have been redeemed.

9.6 All applications for the conversion of shares are irrevocable, except - in each case for the duration of the suspension - in accordance with article 12 of these Articles, when the calculation of the net asset value of the shares to be redeemed has been suspended or when redemption of the shares to be redeemed has been suspended as provided for in article 8 above. If the calculation of the net asset value of the shares to be acquired is suspended after the shares to be converted have already been redeemed, only the acquisition part of the conversion application can be revoked during this suspension.

9.7 If, in addition, on a NAV Calculation Day or at some time during a NAV Calculation Day redemption applications as defined in article 8 of these Articles and conversion applications as defined in this article exceed a certain level set by the Board in relation to the shares issued in the share class, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the redemption and conversion applications for a certain period of time and in the manner deemed necessary by the Board, in the best interest of the Company. The portion of the non-proceeded redemptions will then be proceeded by priority on the NAV Calculation Day following this period, these redemption and conversion applications will be given priority and dealt with ahead of other applications (but subject always to the foregoing limit).

9.8 If as a result of a conversion application, the number or the value of the shares held by any Shareholder in any share class falls below the minimum number or value that is then - if the rights provided for in this sentence are to be applicable - determined by the Board in the Prospectus, the Company may decide to treat the purchase part of the conversion application as a request for redemption for all of the Shareholder's shares in the given share class; the acquisition part of the conversion application remains unaffected by any additional redemption of shares.

9.9 Shares that are converted to shares of another share class will be cancelled.

#### **10. Art. 10. Restrictions on ownership of shares - Transfer of shares.**

10.1 The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any individual or legal entity;

- (a) such person would not comply with the eligibility criteria of a given Class or Sub-fund;
  - (b) a holding by such person would cause or is likely to cause the Company or its Shareholders some pecuniary, tax or regulatory disadvantage;
  - (c) such person is a US Person or is acting for or on behalf of a US Person (as such term is defined in the Prospectus);
- or

(d) a holding by such person would cause or is likely to cause the Company to be in breach of the law or requirements of any country or governmental authority applicable to the Company;

(such individual or legal entities are to be determined by the Board and are defined herein as Restricted Persons).

10.2 For such purposes the Company may:

(a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares, where such registration or transfer would result in legal or beneficial ownership of such shares by a Restricted Person; and

(b) at any time require any person whose name is entered in the register of Shareholders or who seeks to register the transfer of shares in the register of Shareholders to furnish the Company with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's shares rests with a Restricted Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares by a Restricted Person; and

(c) decline to accept the vote of any Restricted Person at the General Meeting; and

(d) instruct a Shareholder to sell his shares and to demonstrate to the Company that this sale was made within ten (10) business days of the sending of the relevant notice if the Company determines that a Restricted Person is the sole beneficial owner or is the beneficial owner together with other persons.

10.3 If the investor does not comply with the relevant notice, the Company may, in accordance with the procedure described below, compulsorily redeem all shares held by such a Shareholder or have this redemption carried out:

(a) The Company provides a second notice (Purchase Notice) to the investor or the owner of the shares to be redeemed, in accordance with the entry in the register of Shareholders; this Purchase Notice designates the shares to be redeemed, the procedure under which the redemption price is calculated and the name of the acquirer.

(b) Such Purchase Notice will be sent by registered mail to the last known address or to the address listed in the Company's books. This Purchase Notice obliges the investor in question to send the share certificate or share certificates that represent the shares to the Company in accordance with the information in the Purchase Notice.

(c) Immediately upon close of business on the date designated in the Purchase Notice, the Shareholder's ownership of the shares which are designated in the Purchase Notice ends. For registered shares and dematerialised shares, the name of the Shareholder is deleted from the register of Shareholders.

(d) The price at which these shares are acquired (Sales Price) corresponds to an amount determined on the basis of the share value of the corresponding share class on a Valuation Day, or at some time during a Valuation Day, as determined by the Board, less any redemption fees incurred, if applicable. The purchase price is, less any redemption fees incurred, if applicable, the lesser of the share value calculated before the date of the Purchase Notice and the share value calculated on the day immediately following submission of the share certificate(s).

(e) The purchase price will be made available to the previous owner of these shares in the currency determined by the Board for the payment of the redemption price of the corresponding share class and deposited by the Company at a bank in Luxembourg or elsewhere (corresponding to the information in the Purchase Notice) after the final determination of the purchase price following the return of the share certificate(s) as designated in the Purchase Notice and their corresponding coupons that are not yet due. After the Purchase Notice has been provided and in accordance with the procedure outlined above, the previous owner no longer has any claim related to all or any of these shares and the previous owner also has no further claim against the Company or the Company's assets in connection with these shares, with the exception of the right to receive payment of the purchase price without interest from the named bank after actual delivery of the share certificate(s). All income from redemptions to which Shareholders are entitled in accordance with the provisions of this paragraph may no longer be claimed and is forfeited as regards the respective share class(es) unless such income is claimed within a period of five years after the date indicated in the Purchase Notice. The Board is authorised to take all necessary steps to return these amounts and to authorise the implementation of corresponding measures for the Company.

(f) The exercise of the powers by the Company in accordance with this article may in no way be called into question or declared invalid on the grounds that the ownership of shares was not sufficiently proven or that the actual ownership of shares did not correspond to the assumptions made by the Company on the date of the Purchase Notice, provided that the Company exercised the above-named powers in good faith.

10.4 Restricted Persons as defined in these Articles are neither persons who subscribe shares for the duration of their shareholding in connection with the formation of the Company nor securities dealers who subscribe shares in the Company for distribution.

10.5 The Company may decline to register a transfer of shares:

(a) if in the opinion of the Company, the transfer will be unlawful or will result or be likely to result in any adverse regulatory, tax or fiscal consequences to the Company or its Shareholders; or

(b) if the transferee is a US Person (as defined in the Prospectus) or is acting for or on behalf of a US Person; or

(c) if the transferee is a Restricted Person or is acting for or on behalf of a Restricted Person; or

(d) in relation to share classes reserved for subscription by institutional investors, if the transferee is not an institutional investor; or

- (e) in circumstances where an investor engages in market trading or late trading activities; or
- (f) if in the opinion of the Company, the transfer of the shares would lead to the shares being registered in a depository or clearing system in which the shares could be further transferred otherwise than in accordance with the terms of the Prospectus or these Articles;
- (g) in such additional circumstances as set out in the Prospectus.

#### **11. Art. 11. Calculation of net asset value per share.**

11.1 The Company, each Sub-fund and each share class in a Sub-fund have a net asset value determined in accordance with these Articles. The reference currency of the Company is the Euro. The net asset value of each Sub-fund and share class will be calculated in the reference currency of the Sub-fund or share class, as it is stipulated in the Prospectus, and will be determined by the administrative agent of the Company (the Administrative Agent) for each Valuation Day on each NAV Calculation Day as stipulated in the Prospectus, by calculating the aggregate of:

- (a) the value of all assets of the Company which are allocated to the relevant Sub-fund and share class in accordance with the provisions of these Articles; less
- (b) all the liabilities of the Company which are allocated to the relevant Sub-fund and share class in accordance with the provisions of these Articles, and all fees attributable to the relevant Sub-fund and share class, which fees have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Day.

11.2 The net asset value per share for a Valuation Day will be calculated in the reference currency of the relevant Sub-fund and will be calculated by the Administrative Agent as at the NAV Calculation Day of the relevant Sub-fund by dividing the net asset value of the relevant Sub-fund by the number of shares which are in issue on the Valuation Day corresponding to such NAV Calculation Day in the relevant Sub-fund (including shares in relation to which a Shareholder has requested redemption on such Valuation Day in relation to such NAV Calculation Day).

11.3 If the Sub-fund has more than one share class in issue, the Administrative Agent will calculate the net asset value per share of each share class for a Valuation Day by dividing the portion of the net asset value of the relevant Sub-fund attributable to a particular share class by the number of shares of such share class in the relevant Sub-fund which are in issue on the Valuation Day corresponding to such NAV Calculation Day (including shares in relation to which a Shareholder has requested redemption on the Valuation Day in relation to such NAV Calculation Day).

11.4 The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest whole hundredth share of the currency in which the net asset value of the relevant shares are calculated.

11.5 The assets of the Company will be valued as follows:

(a) transferable securities or money market instruments quoted or traded on an official stock exchange or any other regulated market as defined in the Council Directive 2004/39/EEC dated 21 April 2004 on markets in financial instruments or any other market established in the European Economic Area which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public (a Regulated Market), are valued on the basis of the last known price, and, if the securities or money market instruments are listed on several stock exchanges or Regulated Markets, the last known price of the stock exchange which is the principal market for the security or Money Market Instrument in question, unless these prices are not representative.

(b) For transferable securities or money market instruments not quoted or traded on an official stock exchange or any other Regulated Market, and for quoted transferable securities or money market instruments, but for which the last known price is not representative, valuation is based on the probable sales price estimated prudently and in good faith by the Company.

(c) Units and shares issued by UCITS or other undertakings for collective investment (UCIs) will be valued at their last available net asset value.

(d) The liquidating value of futures, forward or options contracts that are not traded on exchanges or on other Regulated Markets will be determined pursuant to the policies established in good faith by the Board, on a basis consistently applied. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on other Regulated Markets will be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on such Business Day with respect to which a net asset value is being determined, then the basis for determining the liquidating value of such contract will be such value as the Board may, in good faith and pursuant to verifiable valuation procedures, deem fair and reasonable.

(e) Liquid assets and money market instruments with a maturity of less than 12 months may be valued at nominal value plus any accrued interest or using an amortised cost method (it being understood that the method which is more likely to represent the fair market value will be retained). This amortised cost method may result in periods during which the value deviates from the price the relevant Sub-fund would receive if it sold the investment. The Board may, from time to time, assess this method of valuation and recommend changes, where necessary, to ensure that such assets will be valued at their fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board. If the Board believes that a deviation from the amortised cost may result in material dilution or other unfair results to Shareholders, the Board will take such corrective action, if any, as it deems appropriate, to eliminate or reduce, to the extent reasonably practicable, the dilution or unfair results.

(f) The swap transactions will be consistently valued based on a calculation of the net present value of their expected cash flows. For certain Sub-funds using over-the-counter financial derivative instruments (OTC Derivative) as part of their main investment policy, the valuation method of the OTC Derivative will be further specified in the Prospectus.

(g) Accrued interest on securities will be taken into account if it is not reflected in the share price.

(h) Cash will be valued at nominal value, plus accrued interest.

(i) All assets denominated in a currency other than the reference currency of the respective Sub-fund/share class will be converted at the mid-market conversion rate between the reference currency and the currency of denomination.

(j) All other securities and other permissible assets as well as any of the above mentioned assets for which the valuation in accordance with the above sub-paragraphs would not be possible or practicable, or would not be representative of their probable realisation value, will be valued at probable realisation value, as determined with care and in good faith pursuant to procedures established by the Board.

11.6 The allocation of assets and liabilities of the Company between Sub-funds (and within each Sub-fund between the different share classes) will be effected so that:

(a) the subscription price received by the Company on the issue of shares, and reductions in the value of the Company as a consequence of the redemption of shares, will be attributed to the Sub-fund (and within that Sub-fund, the share class) to which the relevant shares belong;

(b) assets acquired by the Company upon the investment of the subscription proceeds and income and capital appreciation in relation to such investments which relate to a specific Sub-fund (and within a Sub-fund, to a specific share class) will be attributed to such Sub-fund (or share class in the Sub-fund);

(c) assets disposed of by the Company as a consequence of the redemption of shares and liabilities, expenses and capital depreciation relating to investments made by the Company and other operations of the Company, which relate to a specific Sub-fund (and within a Sub-fund, to a specific share class) will be attributed to such Sub-fund (or share class in the Sub-fund);

(d) where the use of foreign exchange transactions, instruments or financial techniques relates to a specific Sub-fund (and within a Sub-fund, to a specific share class) the consequences of their use will be attributed to such Sub-fund (or share class in the Sub-fund);

(e) where assets, income, capital appreciations, liabilities, expenses, capital depreciations or the use of foreign exchange transactions, instruments or techniques relate to more than one Sub-fund (or within a Sub-fund, to more than one share class), they will be attributed to such Sub-funds (or share classes, as the case may be) in proportion to the extent to which they are attributable to each such Sub-fund (or each such share class);

(f) where assets, income, capital appreciations, liabilities, expenses, capital depreciations or the use of foreign exchange transactions, instruments or techniques cannot be attributed to a particular Sub-fund they will be divided equally between all Sub-funds or, in so far as is justified by the amounts, will be attributed in proportion to the relative net asset value of the Sub-funds (or share classes in the Sub-fund) if the Board, in its sole discretion, determines that this is the most appropriate method of attribution; and

(g) upon payment of dividends to the Shareholders of a Sub-fund (and within a Sub-fund, to a specific share class) the net assets of this Sub-fund (or share class in the Sub-fund) are reduced by the amount of such dividend.

11.7 The assets of the Company will include:

(a) all cash on hand or receivable or on deposit, including accrued interest;

(b) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not yet collected);

(c) all securities, shares, bonds, debentures, swaps, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Company;

(d) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company provided that the Company may adjust the valuation for fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividend or ex-rights;

(e) all accrued interest on any interest bearing securities held by the Company except to the extent that such interest is comprised in the principal thereof;

(f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and

(g) all other permitted assets of any kind and nature including prepaid expenses.

11.8 The liabilities of the Company will include:

(a) all borrowings, bills and other amounts due;

(b) all administrative expenses due or accrued including but not limited to the costs of its constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal, audit, management, custodial, paying agency and corporate and central administration agency fees and expenses, the costs of legal publications, prospectuses, financial reports and other documents made available to Shareholders, translation expenses and generally any other expenses arising from the administration of the Company;

(c) all known liabilities, due or not yet due including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of all dividends declared by the Company for which no coupons have been presented and which therefore remain unpaid until the day these dividends revert to the Company by prescription;

(d) any appropriate amount set aside for taxes due on the date of the valuation and any other provisions of reserves; and

(e) any other liabilities of the Company of whatever kind towards third parties.

#### 11.9 General rules

(a) all valuation regulations and determinations will be interpreted and made in accordance with Luxembourg law;

(b) the latest net asset value per share may be obtained at the registered office of the Company in accordance with the terms of the Prospectus;

(c) for the avoidance of doubt, the provisions of this article 11 are rules for determining the net asset value per share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any shares issued by the Company;

(d) to mitigate the effect of dilution, the net asset value per share may be adjusted on any Valuation Day in accordance with such policy as described in the Prospectus depending on whether or not a Sub-fund is in a net subscription position or in a net redemption position on such Valuation Day to arrive at the applicable adjusted price;

(e) the net asset value per share of each share class in each Sub-fund is made public at the offices of the Company and Administrative Agent. The Company may arrange for the publication of this information in the reference currency of each Sub-fund/ share class and any other currency at the discretion of the Company in leading financial newspapers. The Company cannot accept any responsibility for any error or delay in publication or for non-publication of prices;

(f) different valuation rules may be applicable in respect of a specific Sub-fund as further laid down in the Prospectus.

### **12. Art. 12. Frequency and temporary suspension of the calculation of share value and of the issue, Redemption and conversion of shares.**

12.1 The net asset value of shares issued by the Company will be determined with respect to the shares relating to each Sub-fund by the Company from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the Board may decide.

12.2 During the existence of any state of affairs which, in the opinion of the Board, makes the determination of the net asset value of a Sub-fund in the reference currency either not reasonably practical or prejudicial to the Shareholders of the Company, the net asset value and the subscription price and redemption price may temporarily be determined in such other currency as the Board may determine.

12.3 The Company may suspend the determination of the net asset value and/or the issue and/or redemption of shares in any Sub-fund as well as the right to convert shares of any Sub-fund into shares relating to another Sub-fund:

(a) when one or more stock exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the relevant Sub-fund or share class, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the relevant Sub-fund or share class are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

(b) when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Board, disposal of the assets of the relevant Sub-fund or share class is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the shareholders;

(c) in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the relevant Sub-fund or share class or if, for any reason beyond the responsibility of the Board, the value of any asset of the relevant Sub-fund or share class may not be determined as rapidly and accurately as required;

(d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Company are rendered impracticable or if purchases and sales of the Sub-fund's assets cannot be effected at normal rates of exchange;

(e) when the Board so decides, provided that all shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) upon publication of a notice convening a general meeting of shareholders of the Company or of a Sub-fund for the purpose of deciding on the liquidation, dissolution, the merger or absorption of the Company or the relevant Sub-fund and (ii) when the Board is empowered to decide on this matter, upon their decision to liquidate, dissolve, merge or absorb the relevant Sub-fund;

(f) in case of the Company's liquidation or in the case a notice of termination has been issued in connection with the liquidation of a Sub-fund or a class of shares;

(g) where, in the opinion of the Board, circumstances which are beyond the control of the Board make it impracticable or unfair vis-à-vis the Shareholders to continue trading the Shares.

12.4 The suspension in respect of a Sub-fund will have no effect on the calculation of the net asset value and the issue, redemption and conversion of the shares of any other Sub-fund.

12.5 Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company will notify Shareholders requesting redemption and/or conversion of their shares of such suspension.



### **13. Art. 13. Board of directors.**

13.1 The Company will be managed by a Board of at least three (3) members (including the chairman of the Board). The directors of the Company, either Shareholders or not, are appointed for a term which may not exceed 6 (six) years, by a General Meeting. Members of the Board are selected by a majority vote of the shares present or represented at the relevant General Meeting.

13.2 When a legal entity is appointed as a director of the Company (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative in order to accomplish this task in its name and on its behalf (the Representative). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability as if he was performing this task for his own account and on his own behalf, without prejudice to the joint liability of him and the Legal Entity. The Legal Entity cannot revoke the Representative unless it simultaneously appoints a new permanent representative.

13.3 Members of the Board are selected by a majority vote of the shares present or represented at the relevant General Meeting.

13.4 Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the General Meeting.

13.5 In the event of a vacancy in the office of a member of the Board, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the Shareholders will take a final decision regarding such nomination at their next General Meeting.

### **14. Art. 14. Board meetings.**

14.1 The Board will elect a chairman out of the members of the Board. It may further choose a secretary, either director or not, who will be in charge of keeping the minutes of the meetings of the Board. The Board will meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

14.2 The chairman will preside at all General Meetings and all meetings of the Board. In his absence, the General Meeting or, as the case may be, the Board will appoint another member of the Board as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at such meeting.

14.3 Meetings of the Board are convened by the chairman or by any other two members of the Board.

14.4 The directors will be convened separately to each meeting of the Board. Written notice of any meeting of the Board will be given to all directors at least forty-eight (48) hours prior to the date set for such meeting, except in emergencies, in which case the nature of the emergency will be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or other similar means of communication. No separate invitation is necessary for meetings whose date and location have been determined by a prior resolution of the Board.

14.5 The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the convening notice.

14.6 Any director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by telefax or telegram or telex another director as his proxy.

14.7 A director may represent more than one of his colleagues, under the condition however that at least two directors are present at the meeting.

14.8 Any director may participate in any meeting of the Board by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and is deemed to be held at the registered office of the Company.

14.9 The Board can validly debate and take decisions only if the majority of its members is present or duly represented.

14.10 Decisions are made by the majority of the votes expressed by the members present or represented. If a member of the Board abstains from voting or does not participate to a vote, this abstention or non-participation are not taken into account in calculating the majority.

14.11 In the case of a tied vote, the Chairman or the chairman pro tempore, as the case may be, will have a casting vote.

14.12 Resolutions signed by all directors will be valid and binding in the same manner as if they were passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or telefax.

14.13 The decisions of the Board will be recorded in minutes to be inserted in a special register and signed by the chairman or by any two other directors. Any proxies will remain attached thereto.

14.14 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman or by any two other directors.

14.15 No contract or other transaction between the Company and any other company, firm or other entity will be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company have a personal interest in, or are a director, associate, officer or employee of such other company, firm or other entity. Any director who is director or officer or employee of any company, firm or other entity with which the Company will contract or otherwise engage in business will not, merely by reason of such affiliation with such other company, firm or other entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

14.16 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director will make known to the Board such personal and opposite interest and will not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, will be reported to the next following annual General Meeting.

14.17 The preceding paragraph does not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company which are entered into on arm's length terms.

14.18 If, a quorum of the Board cannot be reached due to a conflict of interest, resolutions passed by the required majority of the other members of the Board present or represented at such meeting and voting will be deemed valid.

#### **15. Art. 15. Powers of the board of directors.**

15.1 The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in article 19 of these Articles, to the extent that such powers are not expressly reserved by law or by these Articles to the General Meeting.

15.2 All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the General Meeting lie in the competence of the Board.

**16. Art. 16. Corporate signature.** Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two members of the Board or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

#### **17. Art. 17. Delegation of powers.**

17.1 The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board, acting under the supervision of the Board. The Board may also delegate certain of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member of members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are directors of the Company and that no meeting of the committee will be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Company.

17.2 The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

#### **18. Art. 18. Indemnification.**

18.1 The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he or she may be made a party by reason of his or her being or having been a director or officer of the Company or, at his or her request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he or she will be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

18.2 In the event of a settlement, indemnification will be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

#### **19. Art. 19. Investment policies and restrictions.**

19.1 The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the General Meeting may be exercised by the Board.

19.2 The Board has, in particular, the power to determine the corporate policy. The course of conduct of the management and business affairs of the Company shall fall under such investment restrictions as may be imposed by the 2010 Act or be laid down in the laws and regulations of those countries where the shares are offered for sale to the public or as shall be adopted from time to time by resolutions of the Board and as shall be described in any prospectus relating to the offer of shares.

19.3 The management of the assets of the Sub-funds will be undertaken within the following investment restrictions. A Sub-fund may be subject to different or additional investment restrictions set out in the relevant special section of the Prospectus.

19.4 Subject to compliance with all investment restrictions which apply to UCIs subject to Part I of the 2010 Act and the additional investment restrictions set out in the Prospectus, the Company may invest in:

(a) shares in companies and other securities equivalent to shares in companies (shares), bonds and other forms of securities debt and any other negotiable securities which carry the right to acquire any such transferable securities by subscription or exchange (Transferable Securities);

(b) instruments normally dealt in on the money market which are liquid, and have a value which can be accurately determined at any time (Money Market Instruments);

(c) shares or units of other UCIs, including shares or units of a master fund qualified as a UCITS;

(d) deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than twelve (12) months;

(e) financial derivative instruments;

(f) shares issued by one or several other Sub-funds under the conditions provided for by the 2010 Act.

19.5 The Company may purchase Transferable Securities and Money Market Instruments on any Regulated Market of a state of Europe, being or not Member State, of America, Africa, Asia, Australia or Oceania. The Company may also invest in recently issued Transferable Securities and Money Market Instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a Regulated Market and that such admission be secured within one year of issue. Each Sub-fund may also invest up to 10% of its net assets in other Transferable Securities and Money Market Instruments.

19.6 A Sub-fund may have as objective to replicate the composition of an index of securities or debt securities recognised by the Luxembourg supervisory authority.

19.7 In accordance with the principle of risk spreading, a Sub-fund may invest up to 100% of its net assets in Transferable Securities or Money Market Instruments issued or guaranteed by a Member State, its local authorities, another member state of the OECD, such non-member state(s) of the OECD as set out in the Prospectus or public international bodies of which one or more Member States are members if (i) the relevant Sub-fund holds securities belonging to six different issues at least and (ii) the securities belonging to one issue do not represent more than 30% of the net assets of the relevant Sub-fund.

19.8 The Board, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the Prospectus, that: (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other UCIs and/or their sub-funds; or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

19.9 Investments of each Sub-fund may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the Board may from time to time decide and as described in the Prospectus. Reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

19.10 The Company may employ techniques and instruments relating to Transferable Securities and Money Market Instruments for hedging or efficient portfolio management purposes.

19.11 Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations:

(a) create any Sub-fund and/or class of shares qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS;

(b) convert any existing Sub-fund and/or share class into a feeder UCITS sub-fund and/or class of shares or change the master UCITS of any of its feeder UCITS sub-fund and/or class of shares.

## **20. Art. 20. Auditor.**

20.1 The accounting data reported in the annual report of the Company will be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

20.2 The auditor fulfils all duties prescribed by the 2010 Act.

## **21. Art. 21. General meeting of shareholders of the company.**

21.1 The General Meeting represents, when properly constituted, the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions are binding upon all the Shareholders, regardless of the share class held by them. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

21.2 The General Meeting meets when called by the Board. It will be necessary to call a General Meeting within a month whenever a group of Shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital requires so by written notice. In such case, the concerned Shareholders must indicate the agenda of the meeting.

21.3 The annual General Meeting will be held at the registered office of the Company or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting, the first Monday in April of each year at 11 am (Luxembourg time). If this day is a legal or banking holiday in Luxembourg, the annual General Meeting will be held on the next business day.

21.4 Other General Meetings may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

21.5 Shareholders meet when called by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders. It is not necessary to provide proof at the meeting that such notices were actually delivered to registered Shareholders. The agenda is prepared by the Board, except when the meeting is called on the written request of the Shareholders, in which case the Board may prepare a supplementary agenda.

21.6 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without notice of meeting.

21.7 The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders. To the extent permitted by law, the convening notice to a General Meeting may provide that the quorum and majority requirements will be assessed against the number of shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the relevant meeting (the Record Date) in which case, the right of any Shareholder to participate in the meeting will be determined by reference to his/her/its holding as at the Record Date. In case of dematerialised shares (if issued) the right of a holder of such shares to attend a General Meeting and to exercise the voting rights attached to such shares will be determined by reference to the shares held by this holder as at the time and date provided for by Luxembourg laws and regulations.

21.8 The business transacted at any meeting of the Shareholders will be limited to the matters on the agenda and transactions related to these matters.

21.9 Subject to article 19.7 above, each share of any share class is entitled to one vote, in accordance with Luxembourg law and these Articles. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders through a written proxy to another person, who need not be a Shareholder and who may be a member of the Board of the Company.

21.10 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

#### **22. Art. 22. General meetings of shareholders in a sub-fund or in a share class.**

22.1 The Shareholders of the share classes issued in a Sub-fund may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters which relate exclusively to that Sub-fund.

22.2 In addition, the Shareholders of any share class may hold, at any time, General Meetings for any matters which are specific to that share class.

22.3 The provisions of article 21 of these Articles apply to such General Meetings.

22.4 Subject to article 19.7 above, each share is entitled to one vote in accordance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or through a written proxy to another person who need not be a Shareholder and may be a director.

22.5 Unless otherwise provided for by law or in these Articles, the resolutions of the General Meeting of a Sub-fund or of a share class are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

#### **23. Art. 23. Liquidation of sub-funds or share classes.**

23.1 In the event that for any reason the net assets of a Sub-fund or of any share class fall below the equivalent of the Minimum Net Asset Value or if a change in the economic or political environment of the relevant Sub-fund or share class may have material adverse consequences on the Sub-fund or Share class's investments, or if an economic rationalisation so requires, the Board may decide to redeem all the shares of the relevant share class(es) at the net asset value per share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated as of the day the decision becomes effective. The Company will serve a notice to the holders of the relevant share class(es) at the latest on the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations: registered holders will be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the Sub-fund or of the share class concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

23.2 Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, the General Meeting of any one or all share classes issued in any Sub-fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board, to redeem all the shares of the relevant share class(es) and refund to the Shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision will become effective. No quorum will be required at this General Meeting and resolutions will be passed by a simple majority of those present or duly represented and voting at such meeting, provided that the decision does not result in the liquidation of the Company.

23.3 Any amounts unclaimed by the Shareholders at the closing of the liquidation will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they will be forfeited.

23.4 All redeemed shares will be cancelled.

#### **24. Art. 24. Merger of sub-funds or share classes.**

24.1 In accordance with the provisions of the 2010 Act and of these articles, the Board may decide to merge or consolidate the Company with, or transfer substantially all or part of the Company's assets to, or acquire substantially all the assets of, another UCITS established in Luxembourg or another EU Member State. For the purpose of this article, the term UCITS also refers to a sub-fund of a UCITS and the term Company also refers to a Sub-fund.

24.2 Any merger leading to termination of the Company must be approved by a resolution of the General Meeting in accordance with the quorum and majority requirements referred to in article 30 of these Articles. For the avoidance of doubt, this provisions does not apply in respect of a merger leading to the termination of a Sub-fund.

24.3 Shareholders will receive shares of the surviving UCITS or sub-fund and, if applicable, a cash payment not exceeding 10% of the net asset value of those shares.

24.4 The Company will provide appropriate and accurate information on the proposed merger to its Shareholders so as to enable them to make an informed judgment of the impact of the merger on their investment and to exercise their rights under this article 24 and the 2010 Act.

24.5 The Shareholders have the right to request, without any charge other than those retained by the Company to meet disinvestment costs, the redemption of their Shares.

24.6 Under the same circumstances as provided by article 23.1 above, the Board may decide to allocate the assets of a Sub-fund to those of another existing Sub-fund within the Company or to another Luxembourg UCITS or to another sub-fund within such other Luxembourg UCITS (the New Sub-fund) and to repatriate the shares of the share class or share classes concerned as shares of another share class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in Section 24.4 one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Sub-fund), in order to enable the Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period.

24.7 Notwithstanding the powers conferred to the Board by Section 24.6 above, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-fund to another Sub-fund within the Company may in any other circumstances be decided by a general meeting of Shareholders of the share class or share classes issued in the Sub-fund concerned for which there will be no quorum requirements and which will decide upon such a merger by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

24.8 If the interest of the Shareholders of the relevant Sub-fund or in the event that a change in the economic or political situation relating to a Sub-fund so justifies, the Board may proceed to the reorganisation of a Sub-fund by means of a division into two or more Sub-funds. Information concerning the New Sub-fund(s) will be provided to the relevant Shareholders. Such publication will be made one month prior to the effectiveness of the reorganisation in order to permit Shareholders to request redemption of their Shares free of charge during such one month prior period.

**25. Art. 25. Financial year.** The financial year of the Company commences on 1 January of each year and terminates on 31 December of the same year.

**26. Art. 26. Application of income.**

26.1 The General Meeting determines, upon proposal from the Board and within the limits provided by law, how the income from the Sub-fund will be applied with regard to each existing share class, and may declare, or authorise the Board to declare, distributions.

26.2 For any share class entitled to distributions, the Board may decide to pay interim dividends in accordance with legal provisions.

26.3 Payments of distributions to owners of registered shares will be made to such Shareholders at their addresses in the register of Shareholders.

26.4 Distributions may be paid in such a currency and at such a time and place as the Board determines from time to time.

26.5 The Board may decide to distribute bonus stock in lieu of cash dividends under the terms and conditions set forth by the Board.

26.6 Any distributions that has not been claimed within 5 (five) years of its declaration will be forfeited and revert to the share class(es) issued in the respective Sub-fund.

26.7 No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

**27. Art. 27. Custodian.**

27.1 To the extent required by law, the Company will enter into a custodian agreement with a bank or credit institution as defined by the act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended (the Custodian).

27.2 The Custodian will fulfil its obligations in accordance with the 2010 Act.

27.3 If the Custodian indicates its intention to terminate the custodial relationship, the Board will make every effort to find a successor custodian within two months of the effective date of the notice of termination of the custodian agreement. The Board may terminate the agreement with the Custodian but may not relieve the Custodian of its duties until a successor custodian has been appointed.

**28. Art. 28. Liquidation of the company.**

28.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in article 29 of these Articles.

28.2 If the assets of the Company fall below two-thirds of the minimum capital indicated in article 5 of these Articles, the question of the dissolution of the Company will be referred to the General Meeting by the Board. The General Meeting, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the shares represented at the General Meeting.

28.3 The question of dissolution of the Company will further be referred to the General Meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital indicated in article 5 of these Articles; in such event, the General Meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-quarter of the votes of the shares represented at the meeting.

28.4 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

28.5 If the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators appointed in accordance with the provisions of the 2010 Act.

28.6 The decision to dissolve the Company will be published in the Mémorial and two newspapers with adequate circulation, one of which must be a Luxembourg newspaper.

28.7 The liquidator(s) will realise each Sub-fund's assets in the best interests of the Shareholders and apportion the proceeds of the liquidation, after deduction of liquidation costs, amongst the Shareholders of the relevant Sub-fund according to their respective prorata.

28.8 Any amounts unclaimed by the Shareholders at the closing of the liquidation of the Company will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they will be forfeited.

**29. Art. 29. Amendments to the articles.** These Articles may be amended by a General Meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided for by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the 1915 Act).

**30. Art. 30. Definitions.** Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organised group of persons, whether incorporated or not.

**31. Art. 31. Applicable law.** All matters not governed by these Articles will be determined in accordance with the 1915 Act and the 2010 Act. In case of conflict between the 1915 Act and the 2010 Act, the 2010 Act will prevail.

#### *Transitional provisions*

The first business year begins today and ends on 31 December 2015.

The first annual General Meeting will be held on 2016.

#### *Subscription*

The Articles of the Company having thus been established, the party appearing hereby declares that it subscribes for 310 (three hundred and ten) shares of the Sub-fund Europe Factor Premium Fund representing the total share capital of the Company.

All these shares have been fully paid up by the shareholder by payment in cash, so that the sum of EUR 31,000 (thirty-one thousand euro) paid by the shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

#### *Statement - Costs*

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by articles 26, 26-3 and 26-5 of the 1915 Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the 1915 Act.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 2,500.-

#### *Extraordinary general meeting of shareholders*

The above named party, representing the whole of the subscribed capital, considering itself to be duly convened, has proceeded to hold an extraordinary general meeting of shareholders and having stated that it was regularly constituted, it has passed the following resolutions by unanimous vote:

1. the number of directors is set at 3 (three);
2. the following persons are appointed as members of the Board for a period ending on the date of the annual general meeting to be held on 2016:
  - Benedict Peeters, Director, born on 6 October 1958 in Hasselt, Belgium, and having his address at 10, Sparrenhof, B-3071 Kortenberg, Belgium;
  - Reynald Jacobs, Director, born on 20 January 1965 in Lubbeek, Belgium, and having his address at 45, Avenue de Castonier, 1640 Rhode-saint Genèse, Belgium;
  - Alain Braive, Director, born on 18 January 1971 in Brussels, Belgium, and having his address at 4, Résidence de la Lyre, B-1300 Limal, Belgium;

4. Ernst & Young S.A., with registered office at rue Gabriel Lippmann, 7, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, is appointed as external auditor of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2016;

5. the Company's registered office will be at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: M. VOOS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 3 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/10580. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 avril 2015.

Référence de publication: 2015053946/847.

(150061752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

**Mediagenf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: CHF 23.500,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 102.934.

L'an deux mille quinze, le vingt-trois janvier,

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de la société

MEDIAGENF S.à r.l.

une société à responsabilité limitée, dont le siège social est établi à L-1610 Luxembourg, 4-6, Avenue de la Gare, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 septembre 2004,

publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, en date du 18 novembre 2004, numéro 1169, page 56.090.

Les statuts de la société ont été modifiés par acte de Maître Henri Hellinckx, notaire demeurant à Luxembourg, le 29 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 25 avril 2006, numéro 823 et par acte de Maître Paul Decker, notaire demeurant à Luxembourg, le 18 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 25 septembre 2006, numéro 2089.

A comparu à cet effet:

Projectswiss S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit de luxembourgeois, ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 4-6, Avenue de la Gare, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 102.932

ici représentée par Madame Priscillia Clechet, employée privée, ayant son adresse professionnelle à L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare, agissant en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associée unique de la dite société, et en sa qualité d'associée unique, la dite partie comparante a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'associée unique décide de changer le régime de signature sous lequel la société sera valablement engagée. Ainsi, l'associée unique décide que dorénavant la société sera valablement engagée, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance.

*Deuxième résolution:*

En exécution de ce qui précède, l'associée unique décide de modifier l'article 12 alinéa 4 des statuts pour lui conférer dorénavant la teneur suivante:

**dans la version anglaise des statuts:**

“ **Art. 12. fourth paragraph.** The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of two members of the board of managers.

The board of managers may elect among its members a general manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers.”

**dans la version française des statuts:**

« **Art. 12. quatrième alinéa.** En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance. Le Conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par la seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du Conseil de gérance.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signés: P. CLECHET, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 février 2015. Relation: EAC/2015/2665. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME

PETANGE, le 4 mars 2015.

Référence de publication: 2015037218/57.

(150041661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

---

**Regius Group, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 173.546.

Les statuts coordonnés au 24 février 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015038158/9.

(150043127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2015.

---

**Compostilla Re S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 116.203.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société Compostilla Re S.A.*

AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015039058/11.

(150044943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**Taomina S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 71.063.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2015.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2015038257/12.

(150042913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2015.

---